MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2023-208** **21/03/2023**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 25

Objet : Appel à candidature : Mobilité fil de l'eau_Opérateurs (ANSES; ASP; CL; SEI; FAM; DGAMPA; IFCE;) 25 postes

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau_Opérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail :

- 1 poste de chargé.e de projet scientifique
Date limite de candidature : 07/04/2023

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de gestionnaire
date limite de candidature : 21/04/2023

- 1 poste de chef.fe de pole qvt carrière et santé
date limite de candidature : 21/04/2023

- 1 poste de chef.fe de pole gestion administrative et paie
date limite de candidature : 21/04/2023

- 1 poste de contrôleur.euse
date limite de candidature : 21/04/2023

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de chargé.e de projet
Date limite de candidature : 16/04/2023

FranceAgriMer :

- 1 poste de gestionnaire instruction-liquidation
Date limite de candidature : 07/04/2023

- 1 poste de chargé.e de mission certification et contrôles externe
Date limite de candidature : 07/04/2023

- 1 poste de chef.fe de projet Data Management SAS MOA.
Date limite de candidature : 14/04/2023

- 1 poste de chargé.e de communication.
Date limite de candidature : 07/04/2023

- 1 poste de responsable pôle achat denrées
Date limite de candidature : 14/04/2023

Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture :

- 1 poste de chargé.e de mission négociations_TAAF_pêche_australe
Date limite de candidature : 31/03/2023

- 1 poste de chef.fe de projet « licence et pays tiers »
Date limite de candidature : 31/03/2023

- 1 poste de chargé.e mission consultations Royaume-Uni
Date limite de candidature : 31/03/2023

- 1 poste de chargé.e de mission aquaculture gestion des risques
Date limite de candidature : 31/03/2023

- 1 poste de chargé.e collecte données expertise
Date limite de candidature : 31/03/2023

- 1 poste de chargé.e mission contrôle débarquement référent
Date limite de candidature : 31/03/2023

- 1 poste de adjoint.e chef bureau du contrôle des pêches
Date limite de candidature : 31/03/2023

- 1 poste de chargé.e mission « contrôle produits pêche et traçabilité
Date limite de candidature : 31/03/2023

- 1 poste de chargé.e mission responsable plans RH
Date limite de candidature : 31/03/2023

- 1 poste de chargé.e mission responsable arrêt temporaire
Date limite de candidature : 31/03/2023

- 1 poste de chargé.e mission autorisation pêche.
Date limite de candidature : 31/03/2023

- 1 poste de chargé.e mission organisation pro
Date limite de candidature : 31/03/2023

Service Europe et International :

- 1 poste d'expert.e auprès du ministère fédéral allemand chargé de l'agriculture
Date limite de candidature : 23/04/2023

Institut français du cheval et de l’équitation :

- 1 poste de contrôleur.euse identification et traçabilité sanitaire
Date limite de candidature : 21/04/2023

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

L'Anses recrute

un/une chargé de projet scientifique mycologue/phytopathologie (H/F)

Poste basé à Nancy/Malzéville (54220)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation-

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

1400 collaborateurs | **16** sites en France | **9** laboratoires

Plus d'information sur notre page recrutement.

Vos missions

Dans le cadre des mandats de référence de l'unité à l'échelle nationale et européenne sur les champignons phytopathogènes, vous assurerez des missions de mycologue / pathologiste sur cultures fruitières, notamment tropicales. Vous serez principalement en charge de diagnostic mycologique sur des échantillons de terrain prélevés par les services de l'Etat. Vous réaliserez l'identification des champignons phytopathogènes et la recherche spécifique de champignons de quarantaine ou émergents par des techniques microbiologiques ou de biologie moléculaire. Vous participerez à des projets de recherche en taxonomie, de phylogénie, aux descriptions de nouvelles espèces ou de nouvelles associations plantes/parasite en France ou sur le territoire de l'UE.

Votre équipe

Le Laboratoire de la Santé des Végétaux, dont la direction est localisée à Angers, comporte six sites différents en France. Le poste proposé est à Nancy, dans l'unité de mycologie. Cette unité est le Laboratoire National de Référence (LNR) et laboratoire de référence de l'Union Européenne (LRUE) pour les champignons et oomycètes phytopathogènes
Vous rejoindrez une équipe de 12 personnes qui accueille également régulièrement des étudiants en Master et en Doctorat.
Les travaux de recherche de l'unité couvrent le développement et la validation d'outils pour la détection et l'identification de champignons / oomycètes phytopathogènes importants et la contribution à l'épidémiosurveillance. L'unité fait partie du LabEx ARBRE et est une unité sous contrat INRAE (USC1480). Les projets de recherche de l'unité font l'objet de partenariats constants avec les principaux instituts de recherche français (INRAE, CIRAD) et internationaux.

Date de prise de fonctions :

Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A

Votre quotidien

- Réaliser le diagnostic mycologique sur des échantillons de terrain d'origine fruitière, notamment tropicale (isolement mycologique, culture in vitro, identification par observation des caractéristiques microscopiques et par analyse de code barre génétique), assurer la traçabilité de l'analyse et rendu des résultats.
- Réaliser des analyses de détection spécifique de champignons pathogènes sous le régime de l'accréditation ISO/CEI17025.
- Développer et valider des méthodes de référence pour la détection et l'identification des champignons et des oomycètes phytopathogènes.
- Contribuer à la description et l'étude de nouvelles espèces de champignons pathogènes et réaliser des analyses taxonomiques et de phylogénie.
- Contribuer ponctuellement à l'organisation de formations pour la détection et l'identification des champignons et des oomycètes pathogènes forestiers pour un public national ou international.
- Assurer une veille épidémiologique et bibliographique sur tous les champignons et oomycètes de quarantaine pathogènes fruitiers ou tropicaux
- Promouvoir ses productions scientifiques par des articles scientifiques et la communication dans les congrès.

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- D'une politique de développement des compétences dynamique,
- De 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- De différents avantages (restaurant d'entreprise/tickets restaurant, RTT, offre d'activités *via* l'association du personnel).

Infos pratiques :

- *Le laboratoire situé à Malzéville (Nancy) est desservi par bus et piste cyclable.*

Votre profil

- Formation et expérience requises :
  Bac + 3 minimum
  BAC + 5 en sciences biologiques, Doctorat dans le domaine de la phytopathologie / mycologie apprécié.
  Une expérience dans la recherche, plus particulièrement en microbiologie / pathologie végétale / mycologie, / taxonomie fongique serait un atout.

- **Compétences :**
  - Phytopathologie, notamment dans le domaine de la mycologie et de la taxonomie / phylogénie
  - Très bonne maîtrise de l'anglais oral et écrit
  - Maîtrise des outils de microbiologie / biologie moléculaire (e.g. Séquençage, génomique, PCR, PCR temps réel)
  - Connaissance dans le développement et la validation de techniques de diagnostic et d'identification d'agents pathogènes
  - Bon relationnel et goût pour le travail en équipe, capacité d'adaptation et de réaction rapide
  - Sens de l'organisation, rigueur et dynamisme, force de proposition.

Pour postuler :
Contact opérationnel :

Renaud IOOS, ***renaud.ioos@anses.fr*** ;

+33 (0)3 83 29 00 80

Adresser au plus tard **le 7/04/2023**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2023-045** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.
Rejoignez-nous !

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET NOUVELLE-AQUITAINE

SERVICE FranceAgriMer

Gestionnaire Instruction-Liquidation
des dossiers de mesures communautaires de l'OCM Vitivinicole

N° appel à candidature : 20472	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des SA**
Filière d'emploi : 7 – Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation :** Bordeaux 33 rue Edmond Michelet - 33000 BORDEAUX

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail. Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle du Ministère chargé de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

L'établissement s'appuie au niveau local sur ses services territoriaux placés sous l'autorité des préfets de région et des directeurs des DRAAF.

Le service FranceAgriMer en Nouvelle-Aquitaine est un service à part entière de la DRAAF.

Il est composé de 70 agents localisés sur plusieurs sites : Bergerac, Bordeaux, Poitiers et Limoges.

Le pilotage est assuré par un chef de service basé à Bordeaux et deux adjoints basés à Poitiers et Bordeaux.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Au sein du service FranceAgriMer, les unités « Production viticole et cultures spécialisées » et « Transformation et commercialisation des vins» assurent notamment la gestion de dispositifs communautaires visant les acteurs professionnels de la filière vitivinicole.

L'activité liée à la gestion de l'aide communautaire « Restructuration du vignoble » et « Investissements » de l'OCM Vin est majeure tant en charge de travail qu'en enjeu pour la filière sur la région Nouvelle-Aquitaine.

Objectifs du poste

Sous l'autorité hiérarchique d'un chef d'unité et au sein d'une équipe, l'agent est chargé(e) de contrôler administrativement, d'instruire, de préparer au contrôle et de liquider des dossiers de demande d'aide.

Missions et activités principales :

- Instruire et contrôler administrativement les dossiers de mesures communautaires de l'organisation commune de marché du secteur vitivinicole (OCM vin) dans le respect de la procédure et du guide de contrôle aux différentes étapes (instruction initiale, préparation au contrôle, liquidation) ;
- Vérifier l'éligibilité et la complétude des dossiers ;
- Enregistrer et saisir les demandes dans les systèmes d'information ;
- Assurer le suivi des demandes de pièces complémentaires ;
- Renseigner des tableaux de bords ;
- Fournir les informations réglementaires aux demandeurs, les accueillir ponctuellement.

Relations fonctionnelles du poste :

- Bénéficiaires du dispositif d'aide notamment les professionnels et entreprises de la filière ;
- Collègues du service et du siège de FranceAgriMer ;
- Représentants des différentes organisations professionnelles et institutionnelles de la région.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- FranceAgriMer, son organisation et ses missions ;
- réglementation vitivinicole et procédures du domaine concerné ;
- filière vitivinicole et environnement professionnel ;
- logiciels bureautiques et applicatifs métiers ;
- base en comptabilité ;
- contexte d'organisme payeur (aides FEAGA).

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtriser les techniques de communication orale et écrite ;
- respecter les procédures ;
- travailler en équipe ;
- être rigoureux ;
- sens de l'analyse, de l'organisation.

Diplôme – Expérience professionnelle

Expérience réussie sur des fonctions similaires

Minimum baccalauréat validé si candidat contractuel

Contraintes du poste :

Respect du calendrier FEAGA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Hervé LEGER - Chef du service FranceAgriMer Nouvelle-Aquitaine par intérim
Herve.leger@franceagrimer.fr
Tel : 05 49 03 11 39

Tiphaine LELIEVRE - chargée d'études recrutement
mobilité@franceagrimer.fr
Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un accompagnement à l'occasion de votre prise de poste qui comportera notamment un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/04/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé.e de mission certification et contrôles externes

Secrétariat général/ Service Juridique et coordination communautaire/ Unité Coordination et Expertise Communautaire et Contrôles externes

N° appel à candidature : 20485	**Catégorie :** A
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration**
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le Service Juridique et Coordination Communautaire exerce une mission générale de veille règlementaire, de sécurité juridique, de conseil, de coordination des contrôles externes et des suites qui leur sont données.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Au sein de ce service, l'unité Coordination et Expertise communautaire et Contrôles Externes (U_CECE) est composée de 2 pôles :
- Déclarations réglementaires et suivi des créances
- Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes

Le pôle « Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes » a pour fonctions d'assurer le suivi des travaux de certification des comptes de l'Etablissement effectués dans le cadre des dispositions du règlement (UE) n°1306/2013 qui s'imposent à un organisme payeur du FEAGA ; la coordination des contrôles externes (FEAGA, FEAMP et FEAD) ainsi que la veille règlementaire et jurisprudentielle.

Objectifs du poste

- Piloter les travaux annuels de coordination des travaux d'audit sur la certification des comptes de FranceAgriMer en sa qualité d'organisme payeurs (OP) du FEAGA
- Coordonner et suivre les audits européens et nationaux effectués dans le cadre du FEAGA

Missions et activités principales :

- Assurer la coordination des réponses aux tests et leur transmission à la Commission de Certification des Comptes des Organismes Payeurs (CCCOP)
- Piloter et superviser les tableaux de bord et statistiques en lien avec les travaux de certification des comptes établis par l'autre agent du pôle
- Préparer les missions des corps d'audit externes et assurer leur bon déroulement
- Organiser les réunions préparatoires, d'ouverture et de clôture des audits externes
- Rassembler la documentation pertinente en lien avec les autres services de FranceAgriMer
- Coordonner l'élaboration des réponses aux observations formulées dans le cadre des audits
- Participer aux réunions d'ouverture et de clôture des enquêtes ainsi qu'aux réunions organisées par la Commission européenne, l'Organe de conciliation ou la Cour des comptes européenne
- Renseigner les tableaux de suivi et de synthèse des enquêtes et assurer la mise à jour de l'intranet de l'unité
- Assurer la suppléance des deux agents du pôle en charge du suivi des Comités de gestion de la DG AGRI

Relations fonctionnelles du poste :

En interne : tous les services de l'Etablissement (Direction générale, Secrétariat général, Direction des Interventions, Agence comptable, Mission Audit interne, Service du Contrôle Interne…)

En externe : Commission européenne (DG AGRI), Cour des comptes de l'Union européenne, Cour des comptes française, Commission de certification des comptes des organismes payeurs (Ministère des Finances), MASA, Secrétariat général des Affaires européennes, MCFA, ASP, ODEADOM, ODARC.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Expérience en matière de pilotage de dossier et /ou de coordination et/ou de gestion des aides
- Connaissances de la réglementation européenne transverse et sectorielle en matière de Fonds agricole
- Capacité à expertiser et analyser des textes règlementaires

Savoir-faire / Maîtrise

- Autonomie, rigueur organisationnelle et réactivité
- Capacité d'initiative et d'adaptation
- Capacité à piloter
- Capacité à rendre compte des difficultés
- Respect des délais et échéances
- Sens des relations humaines et aisance dans la communication

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

• Notions en matière d'audit	• Maîtrise des logiciels bureautiques usuels

Diplôme – Expérience professionnelle

Master Droit, économie gestion, administration publique, affaires internationales et européennes, audit

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire,
01.73.30.31.80
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/04/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef de projet Data Management SAS / MOA

Direction Marchés, études et prospective/ Service Analyse et fonctions transverses et multifilières
Unité Systèmes d'information économique

N° appel à candidature : 20486	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 21 – Numérique et systèmes d'information et de communication	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

La Direction Marchés, études et prospective (MEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux.
En son sein, le service «Analyses et fonctions transversales et multifilières» est chargé d'apporter un éclairage économique sur les questions de moyen et de long terme en matière d'évolution des filières agricoles, ainsi que sur les évolutions concernant plusieurs d'entre-elles. Il contribue à l'évaluation des politiques publiques agricoles. Il a également en charge d'organiser la structuration et la mise à disposition de l'information économique.
L'unité Système d'information économique a pour mission de contribuer à la mise en place et à l'évolution d'applications source et de développer le système d'information décisionnel répondant aux besoins de diffusion et d'analyse de données économiques

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Objectifs du poste

Contribuer au développement du système d'information décisionnel de la Direction Marchés, études et prospective (collecte, intégration et restitution des données pertinentes pour l'analyse économique) et à la refonte de son site de diffusion des données économiques.

Missions et activités principales :

- Gestion de projets impliquant une forte part de programmation SAS : analyse des données et des besoins, définition des modèles de données et des règles de gestion, automatisation de la structuration des données, développement de programmes de calculs, vérification de l'insertion des données et gestion des anomalies, conception et réalisation de programmes pour automatiser des restitutions récurrentes (tableaux, graphiques, cartes…) ou fiabiliser des processus de traitements de données ;
- Assistance auprès des utilisateurs des unités MEP sur le logiciel SAS ;
- Appui à l'administration des métadonnées des serveurs SAS de MEP et de la plateforme Visual Analytics
- Maitrise d'ouvrage du projet de refonte du site VISIONet ;
- Maîtrise d'ouvrage de VISIOBase (entrepôt de données décisionnel) et, en fonction des besoins exprimés, assistance à la maîtrise d'ouvrage des unités métier en lien avec le prestataire informatique ;

Relations fonctionnelles du poste :

Unités de MEP – autres unités à FranceAgriMer – service des systèmes d'information – services territoriaux - prestataires informatiques externes – administration

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- - Connaissances approfondies en informatique

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des différents outils SAS : Client lourd, Entreprise Guide, Visual Analytics ;
- Maîtrise des techniques de traitement des données notamment avec SQL et SAS ;
- Aptitude au pilotage de projets informatiques et à la maîtrise d'ouvrage ;
- Capacité d'analyse, de synthèse, de rigueur et de sens des délais ; maîtrise des techniques de communication écrite et orale.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 validé en cas de candidature contractuel

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Patrick AIGRAIN – chef de service Analyses et Fonctions Transversales et Multifilières
Tél. : 01.73.30.33.17
patrick.aigrain@franceagrimer.fr

Marie LECOCQ - cheffe de l'unité Système d'information économique
Tél. : 01.73.30.23.47
marie.lecocq@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutements – mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 14/04/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, agroalimentaires et de la pêche. Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles et de la pêche ;
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique ;
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés ;
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

FranceAgriMer regroupe près de 1 000 collaborateurs, répartis au siège de l'établissement à Montreuil, dans les délégations nationales de Libourne (33), La Rochelle (17) et Volx (04) ainsi qu'au sein des 13 directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) métropolitaines.

Chargé(e) de communication interne et évènementielle

Secrétariat général / Service Communication

N° appel à candidature : 23510	**Catégorie : A**
Classement parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 2- Communication	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Au sein du Secrétariat général, le service Communication est composé de 12 personnes : un studio graphique, 2 webmestres, 2 attachées de presse, 3 chargé.e.s de communication dont 1 apprentie, 1 chargée de coordination éditoriale, sous la responsabilité d'une cheffe de service et de son adjoint.

Objectifs du poste

Sous l'autorité de la cheffe de service et de son adjoint, le ou la chargé(e) de communication interne et évènementielle est chargée :

- du suivi de la participation de l'Etablissement au Salon de l'Agriculture, ou d'autres évènements externes le cas échéant,
- de la communication destinée aux agents de FranceAgriMer dans toutes ses dimensions, avec pour objectif d'informer les agents et d'animer la communauté de travail dans un esprit de cohésion.

Missions et activités principales :

Communication interne – volet digital :

- Sous la supervision de la chargée de coordination éditoriale, rédaction et mise en page de la lettre d'information interne hebdomadaire « Forum » : suggérer et participer aux choix éditoriaux, collecte d'informations auprès de la communauté de travail–siège et régions- rédaction d'articles, réalisation d'interviews, recherches iconographiques, prises de vues, mise en maquette
- Coordination et mise en page de certains documents de communication interne (livret nouvel arrivant…) en lien avec le studio graphique
- Proposition d'actualités sur intranet, et éventuellement le portail Arborial, contribution à la publication

Communication interne - volet évènementiel :

- Mise en place et organisation des événements internes de FranceAgriMer (courses, concours photo, vœux, conférences pour les agents…)
- Assurer la recherche de prestataires pour les actions de communication interne ne pouvant être intégralement conduites avec les moyens de l'établissement.
- Suivre le budget de fonctionnement du service et renseigner l'outil Sirepa pour les dépenses de communication interne, depuis l'engagement juridique jusqu'au paiement des prestataires.

Communication évènementielle externe :

Sous le pilotage et la supervision de la cheffe de service et de son adjoint, le ou la chargé.e de communication participe à l'organisation de la participation de FranceAgriMer au Salon de l'Agriculture (SIA), ou autre évènement externe, notamment :

- Rédaction et suivi des marchés publics, en lien avec le service des affaires financières
- Suivi du rétro-planning de l'organisation, suivi budgétaire
- Appui au fonctionnement logistique du stand pendant la durée du salon (supervision des prestataires, organisation des évènements)
- Supervision d'une chargée de communication (catégorie B), en charge du suivi du SIA.

Relations fonctionnelles du poste :

L'équipe du service Communication, tous les services de l'Etablissement ; ponctuellement les services du ministère de tutelle (agriculture) et la sphère professionnelle agricole et pêche.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
Bonnes capacités rédactionnelles Expérience en communication notamment évènementielle	Capacités managériales Rigueur, sens de l'initiative, autonomie

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Connaissance de base des outils PAO (Indesign) et de publication web	Très bon relationnel – capacité à constituer un réseau d'interlocuteurs dans les différents services et directions Sens du service public Réactivité, capacité d'anticipation et d'organisation

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum niveau 6 obtenu. Expérience dans la communication institutionnelle souhaitée

Contraintes du poste :

Ponctuellement : une mobilisation hors des horaires de travail et jours ouvrés peut être demandée (participation salon de l'agriculture)

Poste clé[1] :	Oui	Non ☒
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ☒
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ☒

Personnes à contacter

Coralie BERNARD, cheffe du service Communication
coralie.bernard@franceagrimer.fr – Tel : 01 73 30 27 73

Cédric CHARPENTIER, chef adjoint du service Communication
cedric.charpentier@franceagrimer.fr – Tel : 01 73 30 27 18

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'Etablissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail (le poste est éligible au télétravail, dans la limite de 3 jours/semaine).
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/04/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Responsable de pôle « Marché d'achat de denrées » du dispositif « Aide alimentaire »

Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité / Unité Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie

N° appel à candidature : 23517	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	**Localisation :** **12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

FranceAgriMer opère également pour le compte de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS - Ministère des solidarités et de la santé) de la gestion du Fonds européen d'aide au plus Démunis (FEAD). La mission de FranceAgriMer a été confirmée dans la cadre du FSE+, lequel englobe depuis 2022 l'ensemble des aides sociales de l'UE, pour toute la période de programmation (7 ans).

Dans le cadre de ses missions, l'unité « Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie » de la Direction des interventions de FranceAgriMer est chargée de la délivrance, du suivi et de l'apurement des certificats UE import/export, de CERTIVETO (support technique financement national), de CERTIPHYTO (support technique délivrance diplôme), des contingents de meunerie ainsi que l'achat et le transport, par l'intermédiaire de marchés publics, des denrées destinées aux associations caritatives qui en assurent la distribution auprès des bénéficiaires de l'aide alimentaire.

L'unité est composée de 4 pôles regroupant 23 agents, dont 8 affectés au pôle « Certificats et Meunerie » et 13 affectés au dispositif « Aide Alimentaire ».

Les 3 pôles « Marché achat de denrées », « Marché transport et logistique » et « Appel d'offres et qualité des denrées » travaillent en étroite collaboration.

Objectifs du poste

Le poste consiste à assurer l'organisation et l'animation du pôle « Marché d'achat de denrées » en charge de l'exécution des marchés de fourniture de produits alimentaires au profit des associations caritatives dans le cadre des crédits du FSE+ et plus particulièrement :

- d'assurer le pilotage et l'adaptation des procédures dans un objectif d'optimisation des délais de paiements des fournisseurs de produits alimentaires ;
- de respecter les calendriers des appels de fonds relatifs aux déclarations des dépenses « Denrées » auprès de l'Union Européenne.

Missions et activités principales :

- Participer à l'organisation et à l'animation du pôle« Marché d'achat de denrées » et respecter les calendriers des appels de fonds relatifs aux déclarations des dépenses « Denrées » auprès de l'UE :
  - Assurer le suivi des activités paiement et déclarations des dépenses.
  - Concevoir, adapter et mettre à jour les procédures.
  - Gérer les bons de commande et pénalités administratives liés à ces marchés.
- Encadrement d'une équipe.
- Partager les informations avec les deux autres pôles de l'aide alimentaire et rendre compte.
- Contribuer aux évolutions informatiques du dispositif de l'aide alimentaire.
- Répondre aux auditeurs en charge du contrôle des dépenses.
- Assurer la suppléance de la responsable de cellule du marché « Transport et Logistique » en cas d'absence.
- Etre force de proposition quant à l'optimisation de la gestion du dispositif de l'aide alimentaire.

Relations fonctionnelles du poste :

- Les agents du pôle et de l'unité ;

- Les services support sollicités pour les missions de l'unité (unité Contrôles, service financier, service juridique, Agence comptable, DCSF, service informatique, etc.) ;
- Les corps de contrôle interne et externe ;
- Les fournisseurs de denrées ;
- Les services de la direction générale de la cohésion sociale, du ministère de l'agriculture et de la Commission européenne.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance de l'organisation de l'établissement, de son environnement administratif (organisme payeur).
- Expérience d'encadrement d'équipe.
- Formation ou expérience dans le domaine de l'exécution des marchés publics.
- Maîtrise de la règlementation UE relative aux crédits UE (contexte « Fonds structurels »).

Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation.

Savoir-faire / Maîtrise

- Travailler en équipe et en réseau
- Mobiliser les ressources en interne comme en externe
- Technique de management.

Savoir être :

- Adaptabilité,
- Bonne communication,
- Capacité d'anticipation, d'analyse et de synthèse,
- Rigueur,
- Réactivité,
- Autonomie,
- Gestion du stress.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Missions pouvant impliquer des contraintes horaires liées à la gestion de crise qui implique une forte réactivité dans le travail.

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Christophe DASSIE – Direction des Interventions

Tél : 01.73.30.24.30 – christophe.dassie@franceagrimer.fr

Cécile HERBILLON – Direction des interventions

Tel : 01.73.30.23.80 – cecile.herbillon@franceagrimer.fr

Mélanie GUITARD – Direction des interventions

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Tel : 01.73.30.22.29 – melanie.guitard@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE - Chargée de mission recrutement
Tél. : 01.73.30.22.35 - Mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 14/04/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Service Europe et International

Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture (Berlin / Bonn)

Expert auprès du ministère fédéral allemand chargé de l'agriculture

N° du poste : A5INT00019 **Catégorie : A/A+**	
Classement parcours professionnel **postes catégorie A :** 3	
Poste vacant disponible au 1er Juin 2023 **Durée de l'engagement : 1 an, éventuellement prolongeable**	
Présentation de l'environnement professionnel	Mise à disposition auprès du ministère fédéral allemand de l'alimentation, de l'agriculture (Bundesministerium für Ernährung und Landwirtschaft – BMEL) dans le cadre des échanges de fonctionnaires, entre le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) et son équivalent en Allemagne, prévus par le Traité de l'Elysée.
Objectifs du poste	Cette mission s'inscrit dans une démarche de meilleure compréhension mutuelle et connaissance réciproque des services et un renforcement des synergies et de la coordination existante entre les deux pays dans les champs de compétence communs du MASA et du BMEL et plus particulièrement sur les politiques agricoles. Cette mise à disposition doit permettre à un fonctionnaire français du MASA d'acquérir une expérience directe et approfondie des méthodes de travail de l'administration allemande en matière de politiques agricoles.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Le contenu du poste est défini en accord entre les autorités allemandes et françaises, en fonction des besoins et priorités de chaque ministère. Le fonctionnaire d'échange pourra être affecté au cours de son séjour dans plusieurs directions du ministère allemand. Plusieurs sujets pourront faire l'objet d'un suivi particulier, notamment dans le cadre des priorités définies par les deux ministres pour la coopération bilatérale : • Sécurité alimentaire en lien avec les conséquences de la guerre en Ukraine • Etiquetage des produits agricoles et alimentaires dans un contexte d'harmonisation européenne • Développement de la production de protéines végétales dans l'UE • Adaptation des forêts aux défis posés par le changement climatique (en particulier par les scolytes) • Réduction de l'usage des produits phytosanitaires avec un accent sur les méthodes alternatives.
Champ relationnel du poste	Agents du ministère fédéral allemand chargé de l'agriculture et de ses organismes sous tutelle Conseillère pour les affaires agricoles de l'ambassade de France à Berlin, référente locale Agents de la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises et de la Direction générale de l'alimentation

Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire**
	- Maîtrise des langues allemandes et anglaises - Bonne connaissance des thématiques traitées par la DGPE et la DGAL - Une connaissance de la politique agricole commune serait appréciée	- Capacité d'adaptation - Capacité de travail en équipe dans un environnement multiculturel, sens des relations humaines
Personnes à contacter	Karine Serrec, Sous-directrice Europe Tél : 01 49 55 45 57 – karine.serrec@agriculture.gouv.fr Claire Brennetot, Adjointe à la Sous-directrice Europe Tél : 01 49 55 83 27 - claire.brennetot@agriculture.gouv.fr Frédéric Lambert, Chef du service Europe et International Tél : 01 49 55 46 44 – frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr Michel Fournier, Chef de la Mission affaires générales et RH Tél : 01 49 55 49 30 – mobilite-mag-rh.dgpe@agriculture.gouv.fr Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Sebastien Rihani (sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr), Karine Serrec (karine.serrec@agriculture .gouv.fr) et Claire Brennetot (claire.brennetot@agriculture.gouv.fr) Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.	

Liberté • Égalité • Fraternité

SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA MER

Secrétariat général

FICHE DE POSTE

Poste susceptible de vacance

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : ***Chargé.e de mission Outre-mer - gestion internationale pêches***
N° RenoiRH : ***E000015048***

Cotation du poste	***AAE – IPEF – IAE – ISPV : G4***
Catégorie	***A***
Famille d'emploi	***Elaboration et pilotage des politiques publiques***
Emploi	***Cadre sectoriel***
Correspondance RIME	**VEPP005**
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	***Direction Générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DG AMPA) / Service pêche maritime et aquaculture durables (SPMAD) / Sous-direction des ressources halieutiques (SDRH)/Bureau des affaires européennes et internationales (BAEI)***
Localisation	***La Défense, Tour Séquoia***

Contexte professionnel - Généralités :

La DG AMPA assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable

Le BAEI est chargé de la négociation des possibilités de pêche dans les eaux de l'Union européenne et les eaux internationales. Il coordonne la préparation des travaux sur la pêche menés au sein des différentes instances du Conseil de l'Union européenne (groupes techniques, Coreper, Conseil des ministres). Il participe aux négociations européennes et internationales en lien avec la pêche.

Le(la) chargé(e) de mission participe à la préparation et à la négociation des positions françaises dans le domaine de la pêche auprès de la Convention sur la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR) et de l'Accord des pêches du sud de l'océan Indien (APSOI). Il veille à l'application de ces accords en lien avec l'administration chargée des pêches des Terres australes et antarctiques françaises. Il suit les travaux de la conférence des Parties à l'accord relatif aux pêches dans l'océan Arctique central. Il prend part aux travaux du comité des pêches de la FAO et de l'OCDE. Il suit les discussions environnementales internationales pouvant avoir un impact sur les ressources halieutiques.

Finalités et Missions :

En amont des réunions de ces organisations internationales, le chargé de mission identifie les intérêts de la France et établit la position de la France au regard des objectifs de gestion durable des ressources halieutiques. Il organise la concertation avec les professionnels et participe aux réunions interministérielles. Il représente la France aux réunions techniques et rédige les instructions pour les interventions de la France au Conseil de l'Union européenne (groupe pêche, Coreper, Conseil agri-pêche). Il assure la cohérence des positions françaises au titre de ses territoires d'outre-mer avec celles de l'Union européenne. Il représente la France au comité des pêches de la FAO ainsi qu'aux organisations régionales de gestion des pêches et à leurs réunions préparatoires. Il suit et rapporte la mise en œuvre des obligations réglementaires requises par ces organisations.

Liaison hiérarchique :
Le chargé de mission exerce ses fonctions sous la responsabilité du chef de bureau et de son adjointe. Il n'assume pas de tâche d'encadrement

Responsabilités tenant au poste :

Le chargé de mission peut être amené à représenter le bureau auprès du cabinet du Secrétaire d'Etat chargé de la mer, du Secrétariat général aux affaires européennes, du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, du Ministère de la transition écologique, de la direction générale des Outre-mer, des TAAF et des services déconcentrés, des organismes scientifiques (Museum national d'histoire naturel principalement), de la Direction générale des affaires maritimes de la Commission Européenne, de ses homologues européens, ainsi que des professionnels de la pêche.

Exigences - Compétences :
Connaissance des institutions européennes.
Connaissances en droit international de la mer et en droit européen.
Connaissances halieutiques (appréciées, non exigées).
Capacités de synthèse, d'adaptation, de négociation et de décision, esprit d'initiative, aptitude à mobiliser des experts techniques.
Maîtrise professionnelle de l'anglais indispensable.
Usage des outils-informatiques courant (Word, Excel)

Conditions particulières - Spécificités :
Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984). Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.
Ce poste amène plusieurs fois dans l'année à des déplacements d'une semaine ou plus pouvant être soumis à des trajets longs et à un fort décalage horaire, pour mener des missions nécessitant une maîtrise professionnelle de l'anglais.
Bureau partagé avec trois autres agents
Un stage de maritimisation et un accompagnement à la connaissance des sujets techniques et scientifiques liés à ces missions sera mis en place.

Contacts :
Stéphane Gatto, sous-directeur des ressources halieutiques :
stephane.gatto@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.90.94
Philippe Lintanf, chef du Bureau des affaires européennes et internationales :
philippe.lintanf@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.68.05

Contact RH : mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité

SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA MER

Secrétariat général

FICHE DE POSTE

Poste vacant

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : ***Chef de projet « Licence et Pays tiers »***
N° RenoiRH : E000016479

Cotation du poste	*AAE – IPEF – IAE – ISPV : G4*
Catégorie	**A**
Famille d'emploi	*Elaboration et pilotage des politiques publiques*
Emploi	*Cadre sectoriel*
Correspondance RIME	**VEPP005**
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	*DGAMPA/ SPMAD/SDRH/BAEI*
Localisation	*La Défense, Tour Séquoia*

Contexte professionnel - Généralités :

La DGAMPA assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable. Les navires de pêche de l'UE doivent détenir une autorisation pour mener des opérations de pêche dans les eaux relevant de la juridiction d'un pays tiers ou dans le cadre d'une ORGP à laquelle l'Union est partie contractante.

Ces autorisations doivent progressivement être intégrées dans l'application informatique LICENCE développée par la Commission européenne et actuellement suivie au niveau français par la DGAMPA.

Le(la) chef(fe) de projet est chargé(e) de piloter l'intégration, dans l'outil LICENCE, des autorisations des navires français qui effectuent des opérations de pêche dans les zones de compétence des ORGP à laquelle l'Union est partie contractante et dans les eaux des pays tiers.
Une partie des données nécessaires au traitement des autorisations se trouve déjà dans l'application FLEET administrée également par la Commission européenne.

Finalités et Missions :

Intégrer dans l'application LICENCE pour octobre 2023 l'ensemble des autorisations CICTA (4 800 navires de pêche professionnels, 15 000 navires de loisir, éventuels navires de transport) et CGPM (1 500 navires de pêche professionnels).
Consolider les informations et les pratiques disponibles auprès des trois bureaux référents de la DG AMPA (bureau des systèmes d'information de la pêche et de l'aquaculture, bureau de la gestion de la ressource, bureau des affaires européennes et internationales).
Organiser et automatiser la collecte des données non disponibles dans l'application FLEET.
Recruter et encadrer les vacataires chargés de saisir les autorisations dans l'application.
Proposer à la direction générale une organisation pérenne et rationnelle pour le traitement et le suivi des autorisations sous LICENCE.

Liaison hiérarchique :
Le(la) chef(fe) de projet exerce ses fonctions en étant rattaché auprès du chef du bureau des affaires européennes et internationales de la DG AMPA.

Responsabilités tenant au poste :

Le(la) chef(fe) de projet peut être amené à représenter la DGAMPA auprès de la direction générale des affaires maritimes de la Commission européenne, des services informatiques du MASA et des services déconcentrés.

Exigences - Compétences :
Connaissance en conduite de projet.
Connaissances en droit international de la mer et en droit européen, dans le domaine de la pêche si possible.
Capacités de synthèse, d'adaptation, de négociation et de décision, esprit d'initiative, aptitude à mobiliser des experts techniques.
Maîtrise professionnelle de l'anglais.
Usage des outils-informatiques courant (Word, Excel).

Conditions particulières - Spécificités :
Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984).
Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.
Bureau éventuellement partagé.

Contacts :

Stéphane Gatto, Sous-directeur des ressources halieutiques : Tél. : 01.40.81.90.94

stephane.gatto@agriculture.gouv.fr

Philippe LINTANF Chef de bureau Tél :01 40.81.68.05

Philippe.lintanf@agriculture.gouv.fr

Contact RH : mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité

SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA MER

Secrétariat général

FICHE DE POSTE

Poste vacant

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : ***Chargé (e) de mission « Négociations de pêche eaux européennes - Brexit»***
N° RenoiRH : E000015608

Cotation du poste	***AAE – IPEF – IAE – ISPV : G4***
Catégorie	***A***
Famille d'emploi	***Elaboration et pilotage des politiques publiques***
Emploi	***Cadre sectoriel***
Correspondance RIME	**VEPP005**
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	***Direction Générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DG AMPA) / Service pêche maritime et aquaculture durables (SPMAD) / Sous-direction des ressources halieutiques (SDRH)/Bureau des affaires européennes et internationales (BAEI)***
Localisation	***La Défense, Tour Séquoia***

Contexte professionnel - Généralités :

La DG AMPA assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable

Le BAEI est chargé de la négociation des possibilités de pêche dans les eaux de l'Union européenne et les eaux internationales. Il coordonne la préparation des travaux sur la pêche menés au sein des différentes instances du Conseil de l'Union européenne (groupes techniques, Coreper, Conseil des ministres). Il participe aux négociations européennes et internationales en lien avec la pêche.

Le(la) chargé(e) de mission participe à la préparation et à la négociation des positions françaises dans le cadre des thématiques pêche prévues par l'accord de commerce et de coopération (accord BREXIT) y compris la partie concernant les iles anglo-normandes. Le(la) chargé(e) de mission participe également aux travaux des groupes de coopération régionale avec les Etats membres de l'UE. Il fonctionne en binôme avec le chargé de mission "Europe" chargé de coordonner les travaux avec le Conseil de l'UE et la négociation annuelle sur les TAC et quotas.

Finalités et Missions :

1/ L'accord de commerce et de coopération prévoit trois catégories de négociation entre l'UE et le Royaume-Uni :
- consultations annuelles sur les stocks de poisson partagés ;
- consultations régulières sur les mesures techniques, dans le cadre du comité spécialisé de la pêche ;
- consultations sur l'accès des navires européens aux eaux des bailliages de Jersey et Guernesey.

Le chargé de mission suivra plus spécifiquement les négociations en lien avec les bailliages de Jersey et Guernesey. Il pourra être associé aux autres aspects de négociation liés à l'accord de commerce et de coopération.
Il participera à la préparation de la révision de l'accord pour la partie pêche prévue pour le 30 juin 2026.

2/ Le règlement de l'Union européenne relatif à la politique commune de la pêche permet aux Etats membres d'adopter des recommandations communes dans le cadre de groupes de régionalisation.
Le(la) chargé(e) de mission contribuera aux travaux des groupes de régionalisation auxquels la France participe régulièrement (eaux occidentales nord, eaux occidentales sud, mer du Nord, notamment).

Liaison hiérarchique :
Le chargé de mission exerce ses fonctions sous la responsabilité du chef de bureau. Il n'assume pas de tâche d'encadrement

Responsabilités tenant au poste :

Le chargé de mission peut être amené à représenter le bureau auprès du cabinet du Secrétaire d'Etat chargé de la mer, du Secrétariat général aux affaires européennes, du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, du Ministère de la transition écologique, des services déconcentrés, des organismes scientifiques (Ifremer), de la Direction générale des affaires maritimes de la Commission Européenne, de ses homologues européens, ainsi que des professionnels de la pêche.

Exigences - Compétences :
Connaissance des institutions européennes.
Connaissances en droit international de la mer et en droit européen.
Connaissances halieutiques (appréciées, non exigées).
Capacités de synthèse, d'adaptation, de négociation et de décision, esprit d'initiative, aptitude à mobiliser des experts techniques.
Maîtrise professionnelle de l'anglais indispensable.
Usage des outils-informatiques courant (Word, Excel)

Conditions particulières - Spécificités :
Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984).
Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.
Bureau partagé avec deux autres agents
Un stage de maritimisation et un accompagnement à la connaissance des sujets techniques et scientifiques liés à ces missions sera mis en place.

Contacts :
Stéphane Gatto, sous-directeur des ressources halieutiques :
stephane.gatto@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.90.94
Philippe Lintanf, chef du Bureau des affaires européennes et internationales :
philippe.lintanf@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.68.05

Contact RH : mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA MER

Secrétariat général

FICHE DE POSTE

Poste vacant

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : Chargé.e de mission aquaculture - Gestion des risques et encadrement des organisations de producteurs
N° VisioM Poste : E000015187

Cotation du poste	*AAE – IPEF – IAE – ISPV : G4*
Catégorie	**A**
Famille d'emploi	*Élaboration et pilotage des politiques publiques*
Emploi	**Cadre sectoriel**
Correspondance RIME	**VEPP005**
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	**DGAMPA/SPMAD/SDAEP/BAQUA**
Localisation	**92055 La Défense - Tour Séquoia**

Contexte pro - Généralités : ***(max 1000 caractères)***
Sous l'autorité conjointe du secrétariat d'État chargé de la mer et du ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire, la direction générale des affaires maritimes, des pêches et de l'aquaculture assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable du secteur maritime et littoral et de soutien des filières.
Le bureau de l'aquaculture est un bureau dit "filière", c'est-à-dire qui suit et encadre toutes les activités du secteur aquacole maritime et continental (conchyliculture, pisciculture, algoculture), de la production à la commercialisation, ainsi que de la pêche en eau douce et de la pêche à pied professionnelles. Le bureau a pour mission de concevoir, d'orienter et d'animer la politique aquacole, en concertation avec les structures professionnelles concernées - CNC/CIPA - et les administrations centrales selon les sujets (DGAL, DEB, DGPR et DGPE), et d'assurer l'encadrement réglementaire et le suivi socio-économique de la filière.

Finalités et Missions : ***(max 1000 caractères)***
L'objectif est d'accompagner les acteurs de la filière face aux aléas rencontrés (naturels ou anthropiques) et de favoriser leur développement, grâce à la mise en place d'outils d'anticipation, de soutien et d'appui à la structuration de la filière.

1/ **Accompagner les professionnels dans la gestion des risques** (climatiques, sanitaires, environnementaux,) : définir des outils de gestion de crise (recensement des risques et des besoins, proposition de solutions graduées - disponibles ou à construire avec la profession) **et dans le développement** de leur activité (FEAMPA)

2/ **Appui à l'adaptation aux usages, règlementations et techniques novatrices** : bioéconomie, gestion des déchets, espèces localement absentes, etc.
3/ **Encadrer les organisations de producteurs** : procédure de reconnaissance et suivi d'activité, en lien avec les organisations professionnelles et interprofessionnelles.
4/ **Piloter les contributions du bureau sur les sujets liés à l'information du consommateur, la valorisation des produits** (labels, signes officiels de qualité et d'origine, etc.)

Liaison hiérarchique : ***(max 1000 caractères)***
Le bureau est composé de cinq chargés de mission, une adjointe et une cheffe de bureau. Le ou la chargé(e) de mission est en lien direct avec la cheffe de bureau et son adjointe.

En interne : ensemble des bureaux du service et de la Direction ; services déconcentrés (DIRM/DM, DDT/DDTM)
En externe : directions des ministères de l'Agriculture (DGAL, DGPE), de la Transition écologique (DEB, DGPR), des Finances (DGCCRF) ; services déconcentrés (DRAAF, DREAL), services des Régions ; établissements publics (FranceAgriMer, Cerema, Ifremer, etc.) ; partenaires et institutions de l'Union européenne ; FAO

Le ou la chargé(e) de mission est régulièrement en contact avec les professionnels et leurs représentants.

Exigences - Compétences : ***(max 1000 caractères)***
Pour les postes de catégorie A, précisez : 1er niveau de grade / junior ou 2e niveau de grade / confirmé

- Savoir travailler en équipe, capacités rédactionnelles, rigueur, esprit d'initiative
- Capacités relationnelles et de négociation
- Force de proposition et adaptabilité

Conditions particulières - spécificités : ***(max 1000 caractères)***

Travail en bureau partagé – télétravail possible dans la limite des instructions ministérielles en vigueur.
Déplacements sur le terrain possibles.

Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984).
Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.
Groupe de fonction : 4

Contacts : ***(max 1000 caractères)***

Hiérarchie :

Fanny FAURE, cheffe de bureau

fanny.faure@mer.gouv.fr

Lydie Wendling, adjointe à la cheffe de bureau

lydie.wendling@mer.gouv.fr

Contact RH : mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA MER

Secrétariat général

Direction des ressources humaines

FICHE DE POSTE
Poste vacant

Intitulé du poste : ***Chargé de mission expertise scientifique et collecte de données***
N° VisioM Poste :E000015342

Cotation du poste	*AAE – IPEF – IAE – ISPV : G4*
Catégorie	*A*
Famille d'emploi	*Elaboration et pilotage des politiques publiques*
Emploi	*Cadre sectoriel*
Correspondance RIME	**VEPP005**
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	*DGAMPA/SPMAD/SDRH/BASD*
Localisation	*Tour séquoia, La Défense (Puteaux)*

Contexte pro - Généralités : ***(max 1000 caractères)***
Le service de la pêche maritime et de l'aquaculture durables (SPMAD) est un des trois services de la direction générale des affaires maritimes, des pêches et de l'aquaculture (DGAMPA) en charge de la réglementation des activités et des actions de soutien des secteurs de la pêche maritime et de l'aquaculture.

Au sein de la sous-direction des ressources halieutiques (SDRH), le bureau des affaires scientifiques et des données (BASD) coordonne la production d'avis scientifiques et de données pour la négociation, l'élaboration, le suivi et l'application des politiques publiques des pêches maritimes. Il coordonne la mise en œuvre nationale de la collecte des données et la conduite de recherche et d'expertise dans le domaine des pêches maritimes. Il assure la transmission régulière de ces données aux instances européennes et internationales. Il contribue à la mise en œuvre et au suivi des politiques environnementales en lien avec la pêche.

Finalités et Missions : ***(max 1000 caractères)***
Le chargé de mission aura les missions suivantes :
- anime et coordonne le partenariat d'établissements publics chargé de collecter des données scientifiques en appui à la Politique Commune de la Pêche en lien avec la commission européenne ;
- Organisation de l'expertise et de la recherche appliquée : demandes d'expertise auprès d'organismes scientifiques, négociations de convention et suivi de projets de recherche,
- Maîtrise d'ouvrage du programme scientifique d'observations embarquées et en criées : appel d'offre, relations avec les prestataires, animation et comité de pilotage.
- suivi de la contribution française et des participations de scientifiques aux enceintes scientifiques européennes et internationales, appui scientifique aux négociations ;

- apporte une expertise scientifique aux bureaux du SPMAD en particulier lors des négociations des volumes de pêches alloués à la France chaque fin d'année.

Liaison hiérarchique : ***(max 1000 caractères)***
Administrations : DGAMPA/SPMAD en interne, MASA, SSP
Instances européennes responsable de la collecte de données halieutiques et centre international pour l'exploration de la Mer
Etablissements publics partenaires : Ifremer, IRD, MNHN, FranceAgriMer, Office Français de la Biodiversité, OEC etc.

Exigences - Compétences : ***(max 1000 caractères)***
Pour les postes de catégorie A, précisez : 1er niveau de grade / junior ou 2e niveau de grade / confirmé
Formation scientifique nécessaire (compétences en écologie/sciences halieutiques appréciées mais non requises)
Intérêt pour l'expertise et la recherche scientifique
Aptitudes à la négociation et à la décision
Compétences en gestion de marchés publics appréciées
Capacités rédactionnelles et de synthèse
Capacités relationnelles et travail en partenariat
Disponibilité pour effectuer des déplacements en France et à l'étranger
Anglais courant

Conditions particulières - spécificités : ***(max 1000 caractères)***
Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984). Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.
Possibilité de faire du télétravail à discuter avec la hiérarchie
Groupe de fonction :
Bureau partagé

Contacts : ***(max 1000 caractères)***

Laureline Gauthier, cheffe du bureau de l'appui scientifique et des données

laureline.gauthier@agriculture.gouv.fr

Contact RH : mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité

SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA MER

Secrétariat général

FICHE DE POSTE

Poste susceptible de vacance

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : ***Chargé(e) de mission « contrôle au débarquement et référent pour la façade Manche / Atlantique »***

N° RenoiRH : ***E00001239***

Cotation du poste	***AAE – IPEF – IAE – ISPV : G4***
Catégorie	**A**
Famille d'emploi	***Elaboration et pilotage des politiques publiques***
Emploi	**Cadre sectoriel**
Correspondance RIME	***VEPP005***
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	***Direction Générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DG AMPA) / Service pêche maritime et aquaculture durables (SPMAD) / Sous-direction des ressources halieutiques (SDRH)/Bureau du contrôle des pêches (BCP)***
Localisation	***La Défense, Tour Séquoia***

Contexte professionnel - Généralités :

La Direction Générale des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture (DGAMPA) assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable. Elle est en charge de la réglementation des activités et des actions de soutien des secteurs de la pêche maritime et de l'aquaculture.

Le bureau du contrôle des pêches (BCP) est chargé de la conception et du pilotage du dispositif français de contrôle des pêches, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la politique commune des pêches et de la lutte contre la pêche INN (pêche illicite, non déclarée et non réglementée).

Le/la chargé·e de mission est le référent pour la façade et la zone Manche/mer du Nord ainsi que pour les engagements européens et internationaux afférents. Il/elle assure la mise en œuvre de la politique de contrôle au débarquement. Son action s'inscrit dans le cadre de la politique commune des pêches et de la lutte contre la pêche INN, dans une perspective de préservation de la ressource halieutique.

Finalités et Missions :

– Référent national en matière de contrôle des pêches en Manche et Mer du Nord. Dans ce cadre, participations aux instances de coordination nationales et européennes dédiées.

– Référent Brexit : suivi des flottilles britanniques débarquant dans les ports français et des aspects contrôle dans le cadre des négociations avec le Royaume-Uni.

– Suivi et mise en œuvre du contrôle de l'obligation de débarquement en lien avec les autres Etats membres de l'UE, l'AECP et la Commission européenne. Défense des positions et intérêts français dans les négociations.

– Mise en œuvre des systèmes de surveillance à distance à bord des navires de pêche (caméras embarquées).

– Suivi et mise en œuvre des régimes de contrôles des organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) de la zone nord-Atlantique (CPANE et OPANO).

– Mise en œuvre de la politique de contrôle au débarquement.

Liaison hiérarchique :

Le champ relationnel du(de la) chargé(e) de mission est très large. Il(elle) est amené(e) à travailler avec :

- En interne : autres bureaux de la direction
- En externe : services déconcentrés (DIRM, DM, DDTM), Centre national de surveillance des pêches, Commission européenne, Agence européenne de contrôle des pêches, autres Etats membres de l'Union européenne, professionnels de la pêche.

Exigences - Compétences :

Une bonne connaissance de la réglementation et du secteur pêche est requise ou à acquérir dans les premiers mois.
Très bonne capacité de synthèse, d'adaptation, esprit d'initiative. Capacité de dialogue et de contact, travail en équipe, aptitude à mobiliser d'autres administrations. Sens de l'organisation et autonomie.
Usage des outils-informatiques courant (Word, Excel) et capacité d'adaptation aux systèmes d'information.
Bonne maitrise de l'anglais.

Conditions particulières - Spécificités :

Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984). Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.
Bureau partagé.
Un stage de maritimisation et un accompagnement à la connaissance des sujets techniques et scientifiques liés à ces missions sera mis en place.
Des déplacements réguliers à l'étranger sont à prévoir.

Contacts :

Stéphane Gatto, sous-directeur des ressources halieutiques :
stephane.gatto@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.90.94
Bérengère Lorans, cheffe du Bureau du contrôle des pêches :
berengere.lorans@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.97.76

Contact RH : mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité

SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA MER

Secrétariat général

FICHE DE POSTE

Poste susceptible de vacance

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : ***Adjoint.e au chef.fe du bureau du contrôle des pêches***
N° RenoiRH : ***E000013803***

Cotation du poste	***AAE – IPEF – IAE – ISPV : G3***
Catégorie	**A**
Famille d'emploi	***Elaboration et pilotage des politiques publiques***
Emploi	**Cadre sectoriel**
Correspondance RIME	***VEPP005***
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	***Direction Générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DG AMPA) / Service pêche maritime et aquaculture durables (SPMAD) / Sous-direction des ressources halieutiques (SDRH)/Bureau du contrôle des pêches (BCP)***
Localisation	***La Défense, Tour Séquoia***

Contexte professionnel - Généralités :

La Direction Générale des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture (DGAMPA) assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable. Elle est en charge de la réglementation des activités et des actions de soutien des secteurs de la pêche maritime et de l'aquaculture.

Le bureau du contrôle des pêches (BCP) est chargé de la conception et du pilotage du dispositif français de contrôle des pêches, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la politique commune des pêches et de la lutte contre la pêche INN (pêche illicite, non déclarée et non réglementée). Le bureau est composé de 8 agents.

L'adjoint au chef du bureau est responsable de la coordination de l'action des différentes administrations centrales et déconcentrées en matière de contrôle des pêches. Il assure la présentation et la défense des positions et intérêts français en matière de contrôle des pêches dans un contexte européen et parfois international. Son action s'inscrit dans le cadre de la politique commune des pêches et de la lutte contre la pêche INN, dans une perspective de préservation de la ressource halieutique.

Finalités et Missions :

- Appui à l'animation du bureau composé de 5 chargé.es de mission et participation à l'organisation de l'activité du bureau, intérim du chef.fe de bureau en son absence.
- Mise en œuvre et suivi du plan national du contrôle des pêches.
- Mise en œuvre des programmes spécifiques d'inspection et de contrôle européen pour les pêcheries en Atlantique et en Manche.
- Suivi de la révision du règlement contrôle et défense des positions et intérêts français dans le cadre de cette négociation européenne. L'adjoint.e suit plus particulièrement les problématiques nationales de contrôle de la façade Atlantique comme la mise en œuvre d'équipement visant à éviter les captures accidentelles de cétacés.
- Suivi des problématiques de contrôle sur la façade Atlantique, notamment l'animation de la politique de réduction des captures accidentelles de dauphin dans le Golfe de Gascogne.
- Préparation et suivi des inspections et audits de la Commission européenne

Liaison hiérarchique :
L'adjoint.e exerce ses fonctions sous la responsabilité du chef.fe du BCP. Il(elle) assure des fonctions d'encadrement.

Le champ relationnel du poste d'adjoint.e est très large. Il(elle) est amené(e) à travailler avec :

- En interne : autres bureaux de la direction
- En externe : services déconcentrés (DIRM, DM, DDTM), Centre national de surveillance des pêches, administrations concourant au contrôle des pêches (Marine nationale, Gendarmerie maritime, DGCCRF, Douanes, Gendarmerie nationale), Commission européenne, Agence européenne de contrôle des pêches, autres Etats membres de l'Union européenne, professionnels de la pêche,

Exigences - Compétences :
Une très bonne connaissance de la réglementation et du secteur pêche est requise.
Très bonne capacité de synthèse, d'adaptation, esprit d'initiative. Capacité de dialogue et de contact, travail en équipe, aptitude à mobiliser d'autres administrations. Sens de l'organisation et autonomie.
Usage des outils-informatiques courant (Word, Excel) et capacité d'adaptation aux systèmes d'information.
Bonne maitrise de l'anglais.

Conditions particulières - Spécificités :
Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984). Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.
Bureau partagé.
Un stage de maritimisation et un accompagnement à la connaissance des sujets techniques et scientifiques liés à ces missions sera mis en place.
Des déplacements réguliers à l'étranger sont à prévoir.

Contacts :
Stéphane Gatto, sous-directeur des ressources halieutiques :
stephane.gatto@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.90.94
Bérengère Lorans, cheffe du Bureau du contrôle des pêches :
berengere.lorans@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.97.76

Contact RH : mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité

SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA MER

Secrétariat général

FICHE DE POSTE

Poste susceptible de vacance

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : ***Chargé(e) de mission « contrôle de la filière des produits de la pêche, traçabilité et données »***
N° RenoiRH : ***N°E000015137***

Cotation du poste	***AAE – IPEF – IAE – ISPV : G4***
Catégorie	**A**
Famille d'emploi	***Elaboration et pilotage des politiques publiques***
Emploi	**Cadre sectoriel**
Correspondance RIME	***VEPP005***
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	***Direction Générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DG AMPA) / Service pêche maritime et aquaculture durables (SPMAD) / Sous-direction des ressources halieutiques (SDRH)/Bureau du contrôle des pêches (BCP)***
Localisation	***La Défense, Tour Séquoia***

Contexte professionnel - Généralités :

La Direction Générale des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture (DGAMPA) assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable. Elle est en charge de la réglementation des activités et des actions de soutien des secteurs de la pêche maritime et de l'aquaculture.

Le bureau du contrôle des pêches (BCP) est chargé de la conception et du pilotage du dispositif français de contrôle des pêches, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la politique commune des pêches et de la lutte contre la pêche INN (pêche illicite, non déclarée et non réglementée).

Le chargé de mission assure le suivi et la mise en œuvre de la politique nationale du contrôle des pêches dans le cadre des réglementations européennes relatives à la commercialisation et la traçabilité des produits de la pêche, et à la transmission des données des navires de pêche. Son action s'inscrit dans le cadre de la politique commune des pêches et de la lutte contre la pêche INN, dans une perspective de préservation de la ressource halieutique.

Finalités et Missions :

- Référent national en matière de traçabilité et de commercialisation des produits de la pêche. A ce titre, le chargé de mission est amené à défendre les positions et intérêts français dans le cadre des réunions européennes et des organisations régionales de gestion des pêches.
- Responsable des projets dédiés à la transmission des déclarations permettant d'assurer le suivi des produits de la pêche depuis leur capture jusqu'à leur consommation.
- Mise en œuvre du volet contrôle des pêches du FEAMP et du FEAMPA (fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture).
- Responsable du plan d'équipement des navires du Golfe de Gascogne en dispositifs de surveillance par satellite, dans le cadre de la politique de réduction des captures accidentelles de cétacés.
- Suivi et coordination du contrôle des pêches dans le cadre des plans de gestion relatifs aux espèces amphihalines, au niveau national et en lien avec les autres Etats membres.

Liaison hiérarchique :
Le(la) chargé(e) de mission exerce ses fonctions sous la responsabilité du chef du bureau.

Le champ relationnel du(de la) chargé(e) de mission est très large. Il(elle) est amené(e) à travailler avec :

- En interne : autres bureaux de la direction
- En externe : services déconcentrés (DIRM, DM, DDTM), Centre national de surveillance des pêches, Direction de l'eau et de la Biodiversité, FranceAgriMer, IFREMER, Commission européenne, Agence européenne de contrôle des pêches, autres Etats membres de l'Union européenne, professionnels de la pêche.

Exigences - Compétences :
Une bonne connaissance de la réglementation et du secteur pêche est requise ou à acquérir dans les premiers mois.
Très bonne capacité de synthèse, d'adaptation, esprit d'initiative. Capacité de dialogue et de contact, travail en équipe, aptitude à mobiliser d'autres administrations. Sens de l'organisation et autonomie.
Usage des outils-informatiques courant (Word, Excel) et capacité d'adaptation aux systèmes d'information.
Bonne maitrise de l'anglais.
Des déplacements réguliers à l'étranger sont à prévoir.

Conditions particulières - Spécificités :
Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984). Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.
Bureau partagé.
Un stage de maritimisation et un accompagnement à la connaissance des sujets techniques et scientifiques liés à ces missions sera mis en place.
Des déplacements à l'étranger (Union européenne) sont à prévoir.

Contacts :
Bérengère Lorans, cheffe du Bureau du contrôle des pêches :
berengere.lorans@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.97.76
Stéphane Gatto, sous-directeur des ressources halieutiques :
stephane.gatto@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.90.94

Contact RH : mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA MER

Secrétariat général

FICHE DE POSTE
Poste susceptible de vacance

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : ***Chargé(e) de mission responsable de la mise en œuvre des plans de gestion afin d'assurer la pérennisation des ressources halieutiques***

N° VisioM Poste : ***(N° E000015078***

Cotation du poste	*AAE – IPEF – IAE – ISPV : G4*
Catégorie	***A***
Famille d'emploi	***Elaboration et pilotage des politiques publiques***
Emploi	***Cadre sectoriel***
Correspondance RIME	***VEPP005***
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	***Direction Générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DG AMPA) / Service pêche maritime et aquaculture durables (SPMAD) / Sous-direction des ressources halieutiques (SDRH)/Bureau de la gestion de la ressource (BGR)***
Localisation	***La Défense, Tour Séquoïa***

Contexte professionnel - Généralités :
La direction générale des affaires maritimes, des pêches et de l'aquaculture (DG AMPA) est rattachée au SG commun du pôle MTE/MCTRCT/MM. En qualité d'administration centrale, elle assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable.

Le BGR met en œuvre les réglementations européennes et internationales relatives à la conservation et à la gestion des ressources halieutiques et à la gestion de l'activité de pêche et de ses impacts sur l'écosystème marin.

Le chargé de mission participe à la définition des mesures nationales visant à préserver la ressource halieutique, ainsi qu'au suivi de la mise en œuvre de l'obligation de débarquement. Il assure le suivi et l'harmonisation de ces mesures dans les groupes d'Etats Membres européens.

Finalités et Missions :

Suivre et élaborer les réglementations nationales relatives aux mesures techniques : rejets, tailles minimales, engins spécifiques, fermetures spatio-temporelles…

Négocier et assurer le suivi et la révision de certains plans de restauration, de gestion ainsi que des plans de rejets dans le cadre de l'obligation de débarquement

Suivre les groupes régionaux d'Etats membres en charge de l'harmonisation des mesures techniques et du suivi de l'obligation de débarquement et assurer la présidence de certains groupes régionaux

Suivre de la pêcherie du Bar qui revêt un caractère particulièrement sensible d'un point de vue socio-économique

Représenter la sous-direction des ressources halieutiques aux commissions du Comité National des Pêches Maritimes et des Elevages Marins pertinentes en lien avec ses domaines de compétences

Une adaptation du poste à la marge pourra être envisagée pour répondre aux besoins de la Direction.

Liaison hiérarchique :

Du fait de ses missions transversales, le ou la titulaire du poste doit travailler en relation étroite avec les services de la Commission Européenne, ainsi que de la DGAMPA et des autres directions et ministères.

Européen : Commission européenne (DG MARE), CSTEP

En interne : CAB, SAJ, DAJ, autres directions et services déconcentrés du MTE

Au niveau national : armateurs de pêche, représentants professionnels de la filière, comités des pêches maritimes, autres départements ministériels, DIRM/DML, France Agri Mer, organismes scientifiques

Responsabilités tenant au poste :

Responsable de la mise en œuvre de mesures de gestion afin de stabiliser et pérenniser la ressource halieutique et par voie de conséquence l'activité des pêcheurs professionnels français.

Exigences - Compétences :

Bonne pratique administrative, connaissances réglementaires, juridiques avec un accompagnement initial dans le cadre de la prise de poste

Usage des outils-informatiques courant (Word, Excel...) et des logiciels de gestion nationaux et communautaires avec un accompagnement initial dans le cadre de la prise de poste

Anglais courant

Aptitudes à la négociation et à la décision, rigueur dans l'application

Capacités d'analyse, rédactionnelles et de synthèse

Esprit d'initiative, goût des responsabilités

Sens de l'organisation

Travail en équipe, prise en considération de la dimension humaine et économique des sujets et sens du dialogue et du contact

Conditions particulières - spécificités :

Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984). Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.

Déplacements à envisager en France et à Bruxelles voire dans les autres Etats membres.

Un stage de maritimisation et un accompagnement à la prise de fonction sera mis en place.

Contacts :

Stéphane Gatto, Sous-directeur des ressources halieutiques : Tél. : 01.40.81.90.94
stephane.gatto@agriculture.gouv.fr

Louise Véron, Cheffe du Bureau de la Gestion de la Ressource : Tél. : 01.40.81.89.26
Louise.veron@agriculture.gouv.fr

Contact RH : mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité

SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA MER

Secrétariat général

FICHE DE POSTE
Compatible RenoiRH
Poste vacant

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : ***Chargé(e) de mission mesures d'accompagnement arrêt temporaire, plan d'accompagnement individuel, licences Brexit***

N° RenoiRH : ***E000015604***

Cotation du poste	***AAE – IPEF – IAE – ISPV : G4***
Catégorie	***A***
Famille d'emploi	***Elaboration et pilotage des politiques publiques***
Emploi	***Chargé(e) de mission***
Correspondance RIME	***Territoire et développement durable***
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	***Direction Générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DG AMPA) / Service pêche maritime et aquaculture durables (SPMAD) / Sous-direction des ressources halieutiques (SDRH)/Bureau de la gestion de la ressource (BGR)***
Localisation	***La Défense, Tour Séquoïa***

Contexte professionnel - Généralités :

En qualité d'administration centrale, la DG AMPA assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable

Le BGR met en œuvre les réglementations européennes et internationales relatives à la conservation et à la gestion des ressources halieutiques et à la gestion de l'activité de pêche et de ses impacts sur l'écosystème.

Le(la) chargé(e) de mission participe à la conception et à la mise en œuvre des mesures d'accompagnement économique (arrêt temporaire et plan d'accompagnement individuel...) de la filière pêche. Il est également en charge du suivi des licences Brexit et notamment de la procédure de remplacement de ces licences.

Finalités et Missions :

Placé auprès de l'adjoint au chef du bureau de la gestion de la ressource en charge de la gestion des mesures il sera chargé de :

- l'élaboration du cadre réglementaire et budgétaire des mesures d'accompagnement économique des navires de la flotte française affectés dans le cadre du Brexit et des arrêts temporaires

- assurer la mise en œuvre des mesures
- assurer l'interface avec les services déconcentrés en charge de l'instruction des dossiers
- assurer le suivi et rapportage du déploiement des mesures
- l’appui juridique en soutien des services instructeurs
- la gestion et notification des listes de navires français auprès de la Commission européenne dans le cadre du Brexit

Liaison hiérarchique :
Dans le cadre de ses missions le/la titulaire du poste est amené(e) à représenter la sous-direction des ressources halieutiques au niveau déconcentré
Niveau national : professionnels de la filière, comités des pêches maritimes, représentants scientifiques, autres départements ministériels

Exigences - Compétences :

Responsabilités tenant au poste :
Rédaction des arrêtés relatifs aux mesures d’accompagnement

Appui des services déconcentrés et des organisations professionnelles
Bonne pratique administrative, connaissances réglementaires, juridiques avec un accompagnement initial dans le cadre de la prise de poste
Usage des outils-informatiques courant (Word, Excel...) et des logiciels de gestion nationaux et communautaires avec un accompagnement initial dans le cadre de la prise de poste
Anglais pratique apprécié
Aptitudes à la négociation et à la décision, rigueur dans l’application
Capacités rédactionnelles et de synthèse
Esprit d’initiative, goût des responsabilités
Sens de l'organisation
Travail en équipe, prise en considération de la dimension humaine et économique des sujets et sens du dialogue et du contact

Conditions particulières - Spécificités :
Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984). Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.
Bureau partagé avec deux autres agents
Un stage de maritimisation et un accompagnement à la connaissance des sujets techniques et scientifiques liés à ces missions sera mis en place.

Contacts :
Stéphane Gatto, Sous-directeur des ressources halieutiques :
stephane.gatto@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.90.94
Louise Véron, Cheffe du Bureau de la Gestion de la Ressource :
Louise.veron@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.89.26

Contact RH : mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA MER

Secrétariat général

FICHE DE POSTE

Poste susceptible de vacance

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : ***Chargé (e) de mission responsable des autorisations de pêche***
N° RenoiRH : E000015081

Cotation du poste	*AAE – IPEF – IAE – ISPV : G4*
Catégorie	***A***
Famille d'emploi	***Elaboration et pilotage des politiques publiques***
Emploi	***Cadre sectoriel***
Correspondance RIME	***VEPP005***
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	***Direction Générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DG AMPA) / Service pêche maritime et aquaculture durables (SPMAD) / Sous-direction des ressources halieutiques (SDRH)/Bureau de la gestion de la ressource (BGR)***
Localisation	***La Défense, Tour Séquoïa***

Projet

Contexte professionnel - Généralités :
En qualité d'administration centrale, la DG AMPA assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable
Le BGR met en œuvre les réglementations européennes et internationales relatives à la conservation et à la gestion des ressources halieutiques et à la gestion de l'activité de pêche et de ses impacts sur l'écosystème.
Le(la) chargé(e) de mission participe à la mise en œuvre et au suivi des autorisations nationales et européennes de pêche. Ces autorisations sont établies pour stabiliser et pérenniser la ressource halieutique et en conséquence l'activité des pêcheurs professionnels. Il est également en charge des travaux concernant les espèces migratrices amphihalines à l'échelle nationale et internationale

Finalités et Missions :
Mise en œuvre les réglementations internationales et communautaires au travers de la gestion et du suivi des autorisations européennes et nationales de pêche, dont le suivi national des autorisations liées au Brexit
Pilotage des outils de gestion informatique des autorisations de pêche (AGAPE), identification des besoins métiers et évolutions pour ces outils, en lien avec les évolutions réglementaires

Formation des services déconcentrés et des professionnels aux outils informatiques et à la réglementation
Accompagnement de la mise en œuvre la déconcentration de ces autorisations
Suivi des espèces amphihalines et du plan de gestion anguille, encadrement national de ces pêcheries
Participation aux commissions thématiques du comité national des pêches maritimes et des élevages marins en lien avec les domaines de compétences de l'agent
Gestion et notification des listes de navires français auprès des organisations internationales de gestion des pêches et de la Commission européenne
Il s'agit d'un poste très valorisant et concret concourant au respect des conditions de la pêche durable et responsable

Liaison hiérarchique :
Dans le cadre de ses missions le/la titulaire du poste est amené(e) à représenter la sous-direction des ressources halieutiques au niveau communautaire, interministériel et déconcentré
En interne : cabinet ministériel, service des affaires juridiques, autres directions centrales (en particulier DEB) et services déconcentrés
Niveau national : professionnels de la filière, comités des pêches maritimes, représentants scientifiques (IFREMER), autres départements ministériels, OFB
Niveau européen : Commission européenne, Conseils consultatifs régionaux, Directions des pêches des autres Etats membres
International : organismes scientifiques internationaux d'évaluation de la ressource (CIEM, CSTEP)

Responsabilités tenant au poste :
Suivi des autorisations de pêche auprès de la Commission européenne
Rédaction des arrêtés relatifs aux autorisations de pêche
Mise en œuvre du plan de gestion anguille et du plan de gestion saumon pour la France
Appui des services déconcentrés et des organisations professionnelles

Responsabilités tenant au poste :
Responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des mesures relatives à la pêche de loisir, visant à pérenniser la ressource halieutique et par voie de conséquence l'activité des pêcheurs français. L'agent est également responsable de la tutelle du CNPMEM, et en ce sens du dialogue entre l'administration et les professionnels de la pêche.

Exigences - Compétences :
Bonne pratique administrative, connaissances réglementaires, juridiques et scientifiques avec un accompagnement initial dans le cadre de la prise de poste
Usage des outils-informatiques courant (Word, Excel...) et des logiciels de gestion nationaux et communautaires avec un accompagnement initial dans le cadre de la prise de poste
Anglais pratique apprécié
Aptitudes à la négociation et à la décision, rigueur dans l'application
Capacités rédactionnelles et de synthèse
Esprit d'initiative, goût des responsabilités
Sens de l'organisation
Travail en équipe, prise en considération de la dimension humaine et économique des sujets et sens du dialogue et du contact

Conditions particulières - Spécificités :
Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984). Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.
Déplacements à envisager en France et à Bruxelles voire dans les autres Etats membres
Un stage de maritimisation et un accompagnement à la connaissance des sujets techniques et scientifiques liés à ces missions sera mis en place.

Contacts :

Stéphane Gatto, Sous-directeur des ressources halieutiques :
stephane.gatto@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.90.94
Louise Véron, Cheffe du Bureau de la Gestion de la Ressource :
louise.veron@agriculture.gouv.fr / Tél. : 01.40.81.89.26

Contact RH : mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA MER

Secrétariat général

FICHE DE POSTE
Poste susceptible de vacance

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : ***Chargé(e) de mission responsable de la tutelle des organisations professionnelles de la pêche et du suivi la pêche de loisir***

N° VisioM Poste : ***(N° E000015140)***

Cotation du poste	*AAE – IPEF – IAE – ISPV : G4*
Catégorie	*A*
Famille d'emploi	*Elaboration et pilotage des politiques publiques*
Emploi	*Cadre sectoriel*
Correspondance RIME	*VEPP005*
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	*Direction Générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DG AMPA) / Service pêche maritime et aquaculture durables (SPMAD) / Sous-direction des ressources halieutiques (SDRH)/Bureau de la gestion de la ressource (BGR)*
Localisation	*La Défense, Tour Séquoïa*

Contexte professionnel - Généralités :
La direction générale des affaires maritimes, des pêches et de l'aquaculture (DG AMPA) est rattachée au SG commun du pôle MTE/MCTRCT/MM. En qualité d'administration centrale, elle assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable.

Le BGR met en œuvre les réglementations européennes et internationales relatives à la conservation et à la gestion des ressources halieutiques et à la gestion de l'activité de pêche et de ses impacts sur l'écosystème marin.
Le chargé de mission assurera la tutelle du comité national des pêches et assurera le suivi et l'encadrement national de la pêche de loisir en mer. Il assurera également le suivi de certaines pêcheries.

Finalités et Missions :
Assurer la tutelle des comités des pêches maritimes et des élevages marins
Préparer et participer aux Conseils et Bureaux du CNPMEM et des commissions en lien avec ses attributions : consultation des professionnels sur les arrêtés soumis à avis, suivi des consultations publiques
Suivre les pêcheries de raies et requins, langoustine, coquillages et crustacés – assurer un appui sur la pêcherie professionnelle du bar.

Etre le référent Outre-mer au sein du bureau de la gestion de la ressource
Elaborer la réglementation nationale pour l'encadrement de la pêche de loisir en mer et assurer sa mise en œuvre (thon rouge, espadon, bar...)
Suivre les contentieux et venir en appui technique au MAE, SGAE, SAJ
Venir en appui des agents du bureau pour la rédaction des textes réglementaires et infra réglementaires et pour la mise en œuvre de la consultation du public

Liaison hiérarchique :

Du fait de ses missions transversales, le ou la titulaire du poste doit travailler en relation étroite avec les autres bureaux de la DGAMPA, les services déconcentrés, ainsi qu'avec les représentants de la pêche professionnelle et de loisir.

Européen : Commission européenne (DG MARE), CSTEP

En interne : CAB, SAJ, DAJ, autres directions et services déconcentrés du MTE

Au niveau national : représentants professionnels de la filière, comités des pêches maritimes, autres départements ministériels, DIRM/DML, représentants de la pêche de loisir, France Agri Mer, organismes scientifiques

Responsabilités tenant au poste :

Responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des mesures relatives à la pêche de loisir, visant à pérenniser la ressource halieutique et par voie de conséquence l'activité des pêcheurs français. L'agent est également responsable de la tutelle du CNPMEM, et en ce sens du dialogue entre l'administration et les professionnels de la pêche.

Exigences - Compétences :

Bonne pratique administrative, connaissances réglementaires, juridiques avec un accompagnement initial dans le cadre de la prise de poste

Usage des outils-informatiques courant (Word, Excel...) et des logiciels de gestion nationaux et communautaires avec un accompagnement initial dans le cadre de la prise de poste

Anglais courant

Aptitudes à la négociation et à la décision, rigueur dans l'application

Capacités d'analyse, rédactionnelles et de synthèse

Esprit d'initiative, goût des responsabilités

Sens de l'organisation

Travail en équipe, prise en considération de la dimension humaine et économique des sujets et sens du dialogue et du contact

Conditions particulières - spécificités :

Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984). Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.

Un stage de maritimisation et un accompagnement à la prise de fonction sera mis en place.

Contacts :

Stéphane Gatto, Sous-directeur des ressources halieutiques : Tél. : 01.40.81.90.94
stephane.gatto@agriculture.gouv.fr

Louise Véron, Cheffe du Bureau de la Gestion de la Ressource : Tél. : 01.40.81.89.26
Louise.veron@agriculture.gouv.fr

Contact RH : mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : LR-PACA-P-2023-17-RM 06

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

Chargé(e) de projet Camargue (F/H)
à Aix en Provence

Poste projet de catégorie A ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (renouvelable une fois)
- Aux agents contractuels de droit public en CDD de 3 ans, sous condition de diplôme et renouvelable une fois

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 500 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son Contrat d'objectif et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec la ministre de l'écologie, qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort, à Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une cinquantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

La délégation Provence Alpes Côte d'Azur est située à Aix-en-Provence (13). Elle est constituée d'une équipe de 13 personnes avec 3 pôles : la mission foncière, le service aménagement gestion et l'unité administrative et financière.

La délégation Languedoc-Roussillon est située à Montpellier (34). Elle est constituée de 10 agents.

Le poste objet de la présente publication est une création.

<u>Description des missions</u>

L'agent sera amené à effectuer les missions suivantes :

- Participer à la définition et la mise en œuvre du plan d'action porté par l'Etat en Camargue*, pour sa partie concernant le Conservatoire du littoral, suite aux rapports des deux missions de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD), l'une portant sur la politique nationale de protection des zones humides avec la perspective d'un plan d'actions sur 3 à 5 ans, l'autre conjointe avec le ministère de l'agriculture sur la suggestion d'orientations à prendre pour dépasser les conflits d'usages en Camargue (gestion des espaces naturels et du littoral, activités agricoles et cynégétiques, gestion de l'eau et des risques, etc…)
- Développer des plaidoyers thématiques sur les enjeux de gestion des espaces naturels littoraux (gestion plus naturelle du littoral et des étangs intérieurs, anticipation des usages face aux effets du changement climatique, promotion de territoires littoraux plus résilients, gestion de l'eau moins tributaire des pompages, etc…).

- Rédiger des documents de synthèse par thématique d'actions et de missions exercées par le Conservatoire du littoral et ses partenaires en Camargue
- Accompagner les deux délégations dans des actions en Camargue pour mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature (connexions hydrobiologiques, lutte contre l'augmentation de la salinité en arrière littoral, …)
- Assister les chargés de mission dans le suivi de certaines études qui seront réalisées sur le territoire pendant cette période, sous la maitrise d'ouvrage du Conservatoire du littoral ou de ses partenaires, ainsi que dans l'organisation des évènements, rapports d'activités et toute activité de communication liée à ce territoire.
- Contribuer à l'accompagnement du processus de révision de la charte du PNR de Camargue engagée par délibération du Conseil régional PACA le 21 octobre 2022
- Contribuer à la déclinaison en Camargue de l'actualisation de la stratégie du Conservatoire du littoral

*le terme Camargue comprend la « grande » Camargue couverte par la réserve de Biosphère de Camargue allant du Grau du Roi à Port-Saint-Louis

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

L'agent est placé sous l'autorité fonctionnelle et hiérarchique du chef de service Aménagement-Gestion de la délégation PACA et sous l'autorité fonctionnelle du chargé de mission « Camargue gardoise » de la délégation Languedoc-Roussillon. Il est en relation fonctionnelle avec l'ensemble des agents des deux délégations, en premier lieu de leurs délégués et de leurs délégué-e-s adjoint-e-s, sur les volets stratégiques. Les services centraux du Conservatoire du littoral (la Direction Gestion Patrimoniale notamment) ainsi que les partenaires locaux services et établissements de l'Etat, les gestionnaires, les collectivités locales, les organismes de recherche et les usagers œuvrant en Camargue sont des interlocuteurs réguliers.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (renouvelable une fois)
- Aux agents contractuels de droit public en CDD de 3 ans, sous condition de diplôme et renouvelable une fois

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Télétravail possible dans le cadre du règlement en vigueur (après 3 mois de prise de poste).

Profil et compétences requises

- Formation ingénieur ou équivalent
- Qualités relationnelles et capacités à s'intégrer rapidement dans une équipe et travailler en réseau
- Connaissance des problématiques liées à la gestion, la restauration et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel notamment en zones humides
- Connaissance du fonctionnement des institutions et structures partenaires (administrations, établissements publics, collectivités territoriales, associations…)
- Expérience de 5 ans minimum en matière de projet territorial avec une bonne analyse du jeu d'acteurs territoriaux
- Connaissances souhaitées en matière d'adaptation des espaces naturels littoraux aux changements climatiques et des solutions de gestion souple du littoral
- Capacité d'organisation
- Bonne expression orale et écrite, esprit de synthèse.
- Expérience en communication orale et écrite.
- Sens des responsabilités, de l'autonomie et de l'initiative
- Maîtrise des logiciels bureautiques et si possible SIG ou cartographie

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est localisé à Aix en Provence (Bouches-du-Rhône). L'agent recruté est amené à se déplacer fréquemment, notamment en véhicule de service au sein d'un pool commun à la délégation. Permis B en vigueur requis. Il est à pourvoir dès que possible.

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires – merci de joindre l'arrêté avec la lettre de motivation dans un seul fichier pdf) sont à adresser **au plus tard le 16 avril 2023** sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi.

Renseignements sur le poste ***(pas de dépôt de candidature à cette adresse)***

François FOUCHIER, délégué PACA
f.fouchier@conservatoire-du-littoral.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP
Agence de Services et de Paiement

Chef de pôle (H/F) QVT, carrière et santé

Localisation : DRH – Siège Limoges

Statut : Fonctionnaire

Cotation RIFSEEP : Groupe 2
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle offre de service, la DRH a souhaité constituer un pôle « QVT, carrière et santé » dont les objectifs sont :

→ D'assurer un accueil et une intégration de qualité (homogène, coordonné, adapté) en direction des agents

→ De piloter le baromètre social en vue garantir le maintien d'un environnement de travail de qualité

→ De constituer un point d'entrée unique des demandes des agents liées au suivi de leur carrière au sein de l'agence, tant toutes ses dimensions : avancements, promotions, mobilités, maladie, congés parentaux, retraite…

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de dispositifs publics tels que l'activité partielle, le bonus écologique, les aides de la Politique agricole commune (PAC)… Elle est au cœur de la transformation numérique de l'action publique. Elle a versé 36,6 milliards € à plusieurs millions de bénéficiaires en 2021 et compte 2 200 agents et plus de 80 métiers tournés vers l'innovation.

Vous rejoindrez la Direction des Ressources Humaines, qui met en place sa nouvelle offre de service organisée autour de 3 services :

- Pilotage, transformations et réglementation
- Parcours professionnels
- Vie administrative, carrière et paie

MISSIONS

Dans le domaine de la santé

→ Garantir la bonne exécution de la réglementation pour les absences pour raisons de santé (CMO/CLM/CLD)

→ Participer à l'instruction des demandes de maladies professionnelles ou d'accident de service (CITIS)

→ Etre garant des procédures de saisines des instances médicales

Dans le domaine de la qualité de vie au travail

→ Développer et animer un parcours homogène d'accueil des nouveaux arrivants pour l'ensemble de l'Agence en vue de garantir l'intégration des nouveaux agents (fonctionnaires et contractuels) et la sécurisation des recrutements

→ Piloter le baromètre social et réaliser les enquêtes RH qui en découlent

→ Être l'interlocuteur privilégié pour toutes les questions RH relatives à la QVT

Dans le domaine de la carrière

→ Conseiller les agents sur leur carrière, les concours, les positions administratives, les ruptures conventionnelles

→ Piloter les campagnes collectives relatives aux entretiens professionnels, la promotion et l'avancement

→ Informer et conseiller les agents en matière de retraite et instruire les demandes de retraite pour invalidité

→ Instruire les situations administratives et statutaires complexes

Pilotage et management

- → Animer l'équipe composée de 4 personnes et veiller à sa cohésion
- → Réaliser les entretiens professionnels
- → Organiser et repartir le travail à l'équipe en fonction des priorité , des échéances et des compétences
- → Proposer les améliorations relatives aux procédures mises en œuvre au sein de votre équipe
- → Participer en lien avec le chef de service à l'élaboration et la conduite des projets du pôle, et à la définition des objectifs assignés à l'équipe
- → Être garant de l'effectivité du contrôle interne au sein du pôle
- → Synthétiser et présenter le bilan des activités du pôle
- → Animer des réunions, participer à des groupes de travail
- → Participer à la mise en œuvre des projets transversaux de la direction
- → Assurer l'intérim des cadres du service (Chef de service, chef de pôle gestion administrative et paie)



CHAMP RELATIONNEL

Vous travaillerez en étroite collaboration avec :

- → le pôle gestion administrative et paie, relevant du même service
- → l'ensemble de la DRH, et particulièrement en coordination avec le service parcours professionnel sur les thématiques concernées (accueil des nouveaux arrivants, accompagnement à la prise de poste, situations sociales)
- → le réseau des responsables administratifs et financiers
- → les ministères

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- → Connaissance de l'environnement professionnel et ses enjeux
- → Maitrise du statut de la fonction publique et des procédures RH
- → Maitrise des procédures liées aux congés pour raison de santé
- → Connaissance de la réglementation afférente à la retraite
- → Connaissance des logiciels et outils propres à l'activité
- → Maitrise des techniques de managériale
- → Maitrise des techniques d'animation et de conduite du changement



SAVOIR-FAIRE

- → Capacité d'organisation, de pilotage
- → Capacité d'analyse et de synthèse
- → Capacité à mobiliser et valoriser les compétences
- → Capacité à rendre compte
- → Fédérer, faire preuve de leadership
- → Maîtrise des outils informatiques
- → Capacité à travailler en transversalité
- → Capacité à gérer le stress
- → Capacité d'écoute et d'échange
- → Réactivité et capacité à gérer les priorités



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- Madame Stéphanie Rouveron, Directrice des Ressources Humaines - Tél : 05 55 12 00 53 – stephanie.rouveron@asp-public.fr
- Madame Valérie DESBORDES, Cheffe du service Via administrative, carrière et paie
- Valerie.desbordes@asp-public.fr. Tèl : 05 55 12 00 68

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Chef de pôle (H/F)

Gestion administrative et paie

Localisation : DRH – Siège Limoges

Statut : Fonctionnaire

Cotation RIFSEEP : Groupe 2
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle offre de service, la DRH a souhaité renforcer le pôle « gestion administrative et paie » dont les objectifs sont :

→ D'assurer une offre de qualité aux agents dans la gestion administrative de leur dossier (dossiers administratifs, contrats) en développant une démarche visant à la bonne prise en compte de leurs sollicitations;

→ De garantir une expertise dans le domaine de la paie.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de dispositifs publics tels que l'activité partielle, le bonus écologique, les aides de la Politique agricole commune (PAC)… Elle est au cœur de la transformation numérique de l'action publique. Elle a versé 36,6 milliards € à plusieurs millions de bénéficiaires en 2021 et compte 2 200 agents et plus de 80 métiers tournés vers l'innovation.

Vous rejoindrez la Direction des Ressources Humaines qui met en place sa nouvelle offre de service organisée autour de 3 services :

- Pilotage, transformations et réglementation;
- Parcours professionnels;
- Vie administrative, carrière et paie.

MISSIONS

Dans le domaine de la paie

→ Garantir la bonne exécution du traitement mensuel de la paie

→ Assurer la mise en œuvre et la vérification de l'ensemble des procédures de paie et de gestion administrative du personnel (agents fonctionnaires ou contractuels)

→ Piloter les campagnes collectives : primes, GIPA…

→ Superviser les travaux mensuels liés aux titres restaurants

→ Etre garant du processus de paie en lien avec le service liaison rémunération et l'Agence comptable de l'ASP

→ Superviser le traitement des indus de paie, et l'information aux agents

→ Préparer les opérations de comptabilisation de la paie en lien avec l'Agence comptable

Dans le domaine de la gestion administrative

→ S'assurer de l'application de la réglementation et des procédures auprès du réseau RH de proximité en directions régionales

→ Inscrire la gestion administrative dans une démarche qualité auprès des agents (suivi des sollicitations/délais de traitement)

→ Superviser le recrutement des agents contractuels et être garant du respect des procédures et des moyens attribués (suivi des enveloppes)

→ Instruire les situations administratives et statutaires complexes

Pilotage et management

- → Animer l'équipe composée de 10 personnes et veiller à sa cohésion
- → Réaliser les entretiens professionnels
- → Organiser et repartir le travail à l'équipe en fonction des priorité , des échéances et des compétences
- → Proposer les améliorations relatives aux procédures mises en œuvre au sein de votre équipe
- → Participer en lien avec le chef de service à l'élaboration et la conduite des projets du pôle, et à la définition des objectifs assignés à l'équipe
- → Être garant de l'effectivité du contrôle interne au sein du pôle
- → Synthétiser et présenter le bilan des activités du pôle
- → Animer des réunions, participer à des groupes de travail
- → Participer à la mise en œuvre des projets transversaux de la direction
- → Assurer l'intérim des cadres du service (Chef de service, chef de pôle QVT carrière et santé)



CHAMP RELATIONNEL

Vous travaillerez en étroite collaboration avec :

- → le pôle QVT, carrière et santé relevant du même service
- → l'ensemble de la DRH
- → l'Agence comptable
- → le contrôleur budgétaire de l'ASP
- → le réseau des responsables administratifs et financiers
- → Les services de la DGFIP (Service liaison rémunération)

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- → Connaissance de l'environnement professionnel et ses enjeux
- → Maitrise du statut de la fonction publique et des procédures RH
- → Connaissance des circulaires et de la règlementation en vigueur
- → Connaissance des règles de la paie à façon
- → Connaissance des logiciels et outils propres à l'activité
- → Maitrise des techniques de managériale
- → Maitrise des techniques d'animation et de conduite du changement



SAVOIR-FAIRE

- → Capacité d'organisation, de pilotage
- → Capacité d'analyse et de synthèse
- → Capacité à mobiliser et valoriser les compétences
- → Capacité à rendre compte
- → Fédérer, faire preuve de leadership
- → Maîtrise des outils informatiques
- → Capacité à travailler en transversalité
- → Capacité à gérer le stress
- → Capacité d'écoute et d'échange
- → Réactivité et capacité à gérer les priorités



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- Madame Stéphanie Rouveron, Directrice des Ressources Humaines - Tél : 05 55 12 00 53 – stephanie.rouveron@asp-public.fr
- Madame Valérie DESBORDES, Cheffe du service Vie administrative, carrière et paie

Valerie.desbordes@asp-public.fr. Tèl : 05 55 12 00 68

Contrôleur(euse) identification et traçabilité sanitaire Bretagne

Localisation : *Lamballe*

Statut : Fonctionnaire ou contractuel de droit public *(B)*

Niveau d'études Bac + 2
Expérience : débutant accepté

Filière : administrative / technique
Catégorie : B - fonctionnaire ou contractuel de droit public
Groupe RIFSEEP : G2
Poste : vacant
Date limite de candidature : 21/04/2023
Date de prise de poste : 01/05/2023

Direction des Ressources Humaines
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mél : drh-info@ifce.fr

DESCRIPTION DU POSTE

➢ Présentation de l'environnement professionnel

L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants : le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le Ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.

- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

  La mission de police de l'identification des équidés a été confiée à l'Ifce fin 2014 (dispositions de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014). Une brigade d'une soixantaine de contrôleurs, assure cette mission sur l'ensemble du territoire. Ces agents assermentés sont habilités à rechercher et constater les infractions relatives à l'identification des équidés et aux obligations sanitaires du détenteur d'équidés.

  L'objectif des contrôles réalisés par les agents de l'Ifce est de renforcer la fiabilité de la traçabilité sanitaire des équidés en accompagnant les détenteurs dans la réalisation de leurs démarches puis en sanctionnant les acteurs négligents ou fraudeurs.

✓ **Placé(e) sous l'autorité hiérarchique de** Patrice ECOT, adjointe à la Déléguée territoriale Ouest

Présentation du service/de la Direction :

Composée de trois régions Pays de la Loire, Centre Val de Loire et Bretagne, la Délégation territoriale Ouest est l'une des 6 délégations au service de nos partenaires institutionnels et du développement de la filière équine. La délégation territoriale déploie les actions de l'établissement en matière de traçabilité sanitaire, de recherche et de développement, de transfert des connaissances, d'emploi et formation et enfin de sport de haut niveau.

➢ Missions du poste et description des activités



L'agent organise et effectue des contrôles chez le détenteurs d'équidés afin de vérifier le respect de la règlementation identification et des obligations sanitaires liées à la détention d'équidés. Le contrôleur réalise des constats protection animale.

Activités principales

- Planifie et organise des contrôles terrain en lien avec le plan de contrôle national : recherche des détenteurs à contrôler, prospection terrain, prise de RDV.
- Réalise des contrôles terrain chez les détenteurs d'équidés : contrôles des documents administratifs de références, contrôle physique de l'identification des équidés, constats d'infraction, vérification des obligations sanitaires liées à la détention d'équidés.
- Assure le suivi administratif des dossiers de contrôle : saisie des résultats de contrôle, rédaction compte rendu de contrôle/courrier d'accompagnement, suivi des remises en conformité par le détenteur.
- Informe et transmets avec pédagogie la règlementation.
- Collabore avec les DD(ETS)PP et autres acteurs du contrôle (DDT, BNEVP) : interface, actions conjointes, mutualisation des informations, appui règlementaire et technique, réunions de travail.
- Contribue à la diffusion d'information en lien avec les activités d'Institut Technique de l'Ifce.

Activités annexes

- Participe à la formation des futurs contrôleurs et à l'évolution du métier
- Aide à concevoir les guides méthodologiques sur les procédures de contrôles
- Contribue à la rédaction et à la mise à jour des guides techniques et réglementaires

➢ Champ relationnel du poste

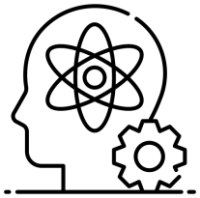


En interne

- Direction du Système d'information relatif aux équidés (SIRE)
- Direction des Contrôles et de l'Identification de Terrain (DCIT)
- Coordinateurs de contrôle
- Contrôleurs IFCE
- Délégués de délégation territoriale
- Experts techniques de l'IFCE

En externe

- Détenteurs d'équidés / propriétaires / éleveurs
- Vétérinaires
- Représentants professionnels de la filière
- DD(ETS)PP / DDT / SRAL / DRAAF
- RESPE



➢ Compétences requises pour le poste

✓ Savoir

- Connaissance de la filière équine et de ses institutions
- Connaissance réglementation Identification et sanitaire des équidés
- Expression écrite
- Expression orale

✓ Savoir-faire

- Manipulation des équidés
- Hygiène et soin des équidés
- Gestion de conflit en situation de contrôle
- Travail en équipe et en réseau

✓ Savoir-être

- Autonomie
- Posture d'inspection
- Etre orienté vers l'action et le résultat
- Avoir le sens des relations humaines
- Rigueur
- Capacité d'adaptation et d'organisation
- Pédagogie

➢ Conditions particulières de travail

- Déplacements professionnels sur la zone d'intervention : Bretagne
- Moyenne de 10 000 kms/an.
- Possibilité de demande de renfort ponctuel dans d'autres départements de la Délégation Territoriale Ouest en cas de crise sanitaire ou autre.
- Missions pouvant imposer des contraintes horaires liées aux déplacements, parfois sur plusieurs jours, avec nuitée(s) en dehors de la résidence administrative.
- Présence obligatoire aux réunions trimestrielles Identification traçabilité sanitaire.

Ce poste donne accès à :

- Un ordinateur portable
- Un téléphone professionnel
- Action sociale
- Participation Mutuelle

➢ Composition du dossier



- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
- Les trois derniers comptes rendus d'entretiens professionnels,
- Pour les fonctionnaires, le dernier arrêté de situation administrative.



CANDIDATURE – CONTACT

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le poste : gerard.plongere@ifce.fr

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-4 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Agence de services et de paiement

Direction régionale Occitanie – site de Nîmes

Parc Georges Besse, 115 allée Norbert Wiener, CS 70001
30039 NIMES cedex 1

Gestionnaire (H/F)

N° du poste : R30023 **Catégorie : B**		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A :	**Groupe RIFSEEP ASP : 3**	
Poste vacant / sREPES		
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et elle dispose d'un réseau de 12 Directions régionales et inter régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction régionale Occitanie comporte 3 sites : Nîmes, Toulouse-Balma et Montpellier. Le Service Emploi, Ecologie et Politiques d'insertion (SEEPI) a pour missions de gérer et payer des aides multiples telles que : - les aides aux employeurs pour l'amélioration du marché de l'emploi et à la création d'entreprises (PEC, CUI, AEJ, AMEETH etc.) ; - les aides aux jeunes de moins de 26 ans : PACEA/GJ (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie / Garantie jeunes) et CEJ (contrat engagement jeune) - le Bonus Écologique (Bonus) et la prime à la conversion des véhicules (PAC) - l'aide aux transporteurs (depuis avril 2022) - le chèque énergie (depuis janvier 2023) Il comporte une trentaine d'agents titulaires répartis à moitié entre les sites de Nîmes et de Toulouse-Balma. Le service dispose également d'une antenne sur le site de Montpellier. Le poste est ouvert sur le site de Nîmes.	
Objectif du poste	Sous l'autorité de la cheffe de service et son adjointe, le (la) titulaire du poste assurera la gestion de dossiers. Il (elle) sera plus particulièrement affecté(e) sur les dispositifs des contrats aidés, PACEA/GJ, CEJ et chèque énergie dans un contexte de polyvalence suivant les besoins du service	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Instruction et contrôle de dossiers selon des réglementations annuelles spécifiques - Saisie et recherche informatique de données - Suivi, classement et archivage de dossiers - Participation à une assistance mail au titre du suivi des dossiers - Participation à une assistance téléphonique avec les bénéficiaires et les employeurs au titre du suivi de dossiers et de l'usage de l'outil extranet Sylaé (PACEA et SAB-3)	
Champ relationnel du poste	En interne, le ou la titulaire du poste travaille au sein d'une équipe qui comprend les autres gestionnaires, la cheffe de secteur, la cheffe de service, son adjointe. En externe, il ou elle est également en relation avec les partenaires (missions locales et employeurs essentiellement).	
Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire**
	Connaissance de la réglementation liée au(x) secteur(s) d'activité préférable Connaissance des outils et logiciels spécifiques liés au paiement Connaissances de l'environnement internet et outils associés	Organisation Rigueur d'analyse et d'exécution Rapidité et efficacité dans la réalisation des tâches confiées Sens de la qualité de service Sens des relations humaines Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel…) Adaptabilité à des outils de gestion informatique spécifique

Personnes à contacter	Sylvie SARTHOU Cheffe du Service Emploi, Ecologie et Politiques d'insertion Téléphone : 05 62 25 35 04 Courriel : sylvie.sarthou@asp-public.fr Anne Marie MORVAN Cheffe du Service des Affaires Générales Téléphone : 05 62 25 35 31 Courriel : annemarie.morvan@asp-public.fr Contact RH : Sandrine DUPUY Téléphone : 05 55 12 00 33 Courriel : mobilite@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP Agence de Services et de Paiement

Contrôleur (H/F)

R59066

Localisation : Direction régionale Hauts-de-France - site de Lille

Statut : Fonctionnaire

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : Non concerné

Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

- Réaliser les contrôles dans les délais prévus par la programmation tout en respectant les procédures (réglementaires et locales)

- Assurer la gestion et la vérification administrative des dossiers à différentes étapes des procédures de contrôle (domaines Surface, Hors surface et Animaux)
- Assurer sous la responsabilité du Chef de service et des adjoints, en lien avec la gestionnaire administrative du site d'Amiens, la coordination du traitement administratif des dossiers (appui aux contrôleurs, encadrement fonctionnel des vacataires)
- Traiter, exploiter et suivre une partie des informations relatives à l'activité du service

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale des Hauts-de-France, composée de 105 agents titulaires répartis au sein de cinq services.

Le Service des contrôles est localisé sur les sites d'Amiens et de Lille. Il a en charge le contrôle des aides de la PAC sur les cinq départements des Hauts-de-France. Un appui à d'autres Direction Régionales peut aussi être mis en place certaines années.

Le service est composé de 14 agents titulaires (1 chef de service, 2 adjoints, 3 contrôleurs référents, 7 contrôleurs, 1 gestionnaire) et d'agents contractuels lors des campagnes de contrôle,

MISSIONS

Missions de contrôleurs (pour plus de 70% du temps) :

- Assurer une veille réglementaire et technique dans les différents domaines de contrôles (MyASP)

- Réaliser des contrôles administratifs ou sur place dans le cadre de la politique agricole commune :

- 1er et 2ème pilier de la PAC (dispositifs surfaces et hors surface)

- contrôles animaux

- contrôles par photo-interprétation

- contrôle Plan de Performances PAC

- Réaliser la supervision et le traçage des suites de contrôles dans les applicatifs internes

- Réaliser des tâches administratives (notes, comptes rendus, rapports de contrôle, mise à jour des tableaux de bord ou d'indicateurs, archivage...)

- Respecter les procédures de contrôle interne

Les contrôles à réaliser seront situés principalement dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais

Mettre en œuvre, pour tous les domaines de contrôle (Surface, Hors surface, Animaux) les procédures administratives spécifiques de traitement de dossiers :

- préparation des dossiers dès la mise en contrôle. Edition ou enregistrement des documents relatifs aux bénéficiaires contrôlés (ISIS, Resytal, etc.),

- appui administratif aux contrôleurs,

- respect des procédures de contrôle interne

Enregistrer et traiter les contrôles dans les différents systèmes informatiques :

- applications métiers nationales ISIS, OSIRIS, PACO (suivi des mises en contrôle, saisie des résultats de contrôles),

- applications locales (tableaux de programmation et de suivi)



CHAMP RELATIONNEL

- → En interne : chef de service, adjoints, contrôleurs du service , gestionnaire
- → En externe : les bénéficiaires, Directions Départementales de la Protections des Populations, Etablissement Régional de l'Elevage

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- → Maîtrise des dispositifs juridiques et règlementaires de la PAC
- → Connaissances de l'Agriculture, de son environnement et des techniques agricoles
- → Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux fonctions exercées
- → Connaissance des logiciels de gestion spécifique
- → Connaissance des outils graphiques
- → Connaissance des principes de contrôles par télédétection et maîtrise de la lecture des diagnostics
- → Maitrise de la méthodologie des contrôles



SAVOIR-FAIRE

- → Maitrise des dispositifs juridiques et réglementaires
- → Maitrise des outils informatiques spécifiques
- → Qualités rédactionnelles
- → Rigueur / fiabilité dans l'exécution des tâches
- → Capacité à convaincre
- → Capacité d'adaptation
- → Faire preuve de polyvalence
- → Diplomatie
- → Sens de l'organisation
- → Autonomie
- → Maitrise de soi



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- Mme Sandrine DUPUY, conseillère recrutement mobilité formation – DRH/SEEC – mobilite@asp-public.fr
- Mme Peggy BOURDIN, Directrice Régionale – peggy.bourdin@asp-public.fr - Tél : 03 20 63 38 40
- M. Jean DELPLACE, Chef de Service – jean.delplace@asp-public.fr - Tél : 03 22 33 21 30